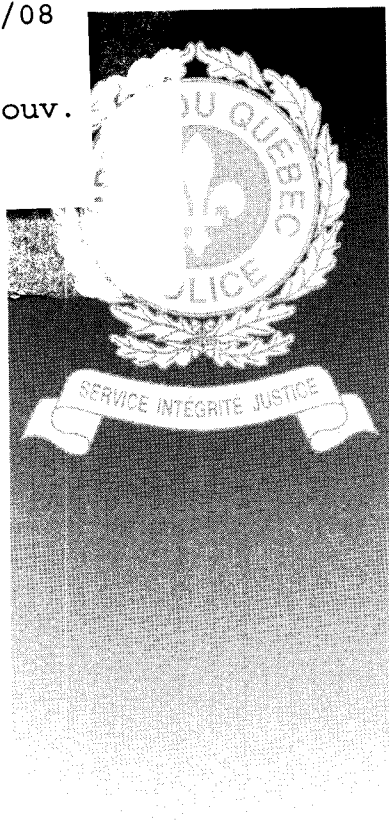


J8S9
E88
2007/08
2
QL
P. gouv.



ÉTUDE DES CRÉDITS

2007-2008

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SÛRETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS	Page
1. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ), LA DIRECTION DONT ILS ONT LA RESPONSABILITÉ ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2006-2007 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS OU BONIS REÇUS.	1
2. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «SURVEILLANCE DU TERRITOIRE» POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	2
3. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ADMINISTRATION» POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	3
4. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ENQUÊTES CRIMINELLES» POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	4
5. LA LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «DÉVELOPPEMENT ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES» POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	5
6. LA LISTE DES DÉPENSES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DU REGISTRE DES ARMES À FEU POUR LES PÉRIODES 2005-2006 ET 2006-2007, ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008.	6
7. LE NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SQ RÉPARTIS PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.) ET PAR DISTRICT AU 31 MARS 2007.	7
8. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2006-2007 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.) ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008.	8
9. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2006-2007 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008.	10
10. LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SQ, COPIE DES CONTRATS ET MONTANTS FACTURÉS À CHACUNE D'ELLE POUR 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008.	11
11. LE NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2007, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL.	12
12. LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES.	13
13. LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC., POUR POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2007.	14
14. LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2007.	15
15. LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION PROVINCIAUX/MUNICIPAUX, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2006-2007.	16

16.	LE NOMBRE ET LA NATURE DES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ DU 1 ^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2006 : A) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ; B) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.	17
17.	LE NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR SON TERRITOIRE POUR L'ANNÉE 2005 ET L'ANNÉE 2006.	18
18.	LE NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2005 ET POUR L'ANNÉE 2006.	19
19.	LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2007 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉ, PAR LIEUX D'AFFECTATION.	20
20.	LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTE DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2006-2007.	22
21.	LA LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SQ ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2006-2007 AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION.	23
22.	LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2006-2007, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.	32
23.	ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. FOURNIR LA LISTE LA PLUS EXHAUSTIVE DES MOYENS DE PRESSION RECENSÉS.	33
24.	LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2006-2007.	35
25.	COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES POUR LA PÉRIODE 2006-2007.	36
26.	VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2001, ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008.	37
27.	COPIE DES RÉOLUTIONS ENVOYÉES PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2006-2007.	38

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SQ, LA DIRECTION DONT ILS ONT LA RESPONSABILITÉ ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2006-2007 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS OU BONIS REÇUS

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DIRIGEANTS EN PLACE	TRAITEMENT ANNUEL (Au 1 ^{er} avril 2007) \$
M. Normand Proulx, directeur général	182 529
M. Richard Deschesnes, directeur général adjoint à l'Administration	152 901
M. Denis Fiset, directeur général adjoint aux Affaires institutionnelles	150 121
M. Steven Chabot, directeur général adjoint aux Enquêtes criminelles	161 410
M. Régis Falardeau, directeur général adjoint à la Surveillance du territoire	161 410

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «SURVEILLANCE DU TERRITOIRE» POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES	DEPENSES 2006-2007 k\$
Rémunération	
Direction générale	5 472,5
Surveillance du territoire	413 864,8
Administration	25 360,3
Enquêtes criminelles	69 867,8
Affaires institutionnelles	<u>26 215,3</u>
Total rémunération	540 780,7
Fonctionnement (excluant l'amortissement)	173 477,3
Amortissement des immobilisations	24 152,5
TOTAL (incluant Fonds des services de police)	<u>738 410,5</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION « ADMINISTRATION » POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES	DÉPENSES 2006-2007 k\$
Rémunération	
Direction générale	5 472,5
Surveillance du territoire	413 864,8
Administration	25 360,3
Enquêtes criminelles	69 867,8
Affaires institutionnelles	<u>26 215,3</u>
Total rémunération	540 780,7
Fonctionnement (excluant l'amortissement)	173 477,3
Amortissement des immobilisations	24 152,5
TOTAL (incluant Fonds des services de police)	<u>738 410,5</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION «ENQUÊTES CRIMINELLES» POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec	CATÉGORIES	DÉPENSES 2006-2007 k\$
Rémunération		
	Direction générale	5 472,5
	Surveillance du territoire	413 864,8
	Administration	25 360,3
	Enquêtes criminelles	69 867,8
	Affaires institutionnelles	<u>26 215,3</u>
Total rémunération		540 780,7
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		173 477,3
Amortissement des immobilisations		24 152,5
TOTAL (incluant Fonds des services de police)		<u>738 410,5</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES DE LA DIRECTION « DÉVELOPPEMENT ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES »
POUR LA PÉRIODE 2006-2007 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CATÉGORIES		DÉPENSES 2006-2007 k\$
Rémunération		
Direction générale		5 472,5
Surveillance du territoire		413 864,8
Administration		25 360,3
Enquêtes criminelles		69 867,8
Affaires institutionnelles		<u>26 215,3</u>
Total rémunération		540 780,7
Fonctionnement (excluant l'amortissement)		173 477,3
Amortissement des immobilisations		24 152,5
TOTAL (incluant Fonds des services de police)		<u>738 410,5</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
 ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES DÉPENSES EFFECTUÉES DANS LE CADRE DU REGISTRE DES ARMES À FEU POUR LES PÉRIODES 2005-2006 ET 2006-2007, ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME :	Sûreté du Québec	2005-2006 Dépenses réelles	2006-2007 Dépenses estimées	PRÉVISIONS 2007-2008 Dépenses estimées
Rémunération		3 323 801 \$	3 352 154 \$	3 800 000 \$
Opération et administration		620 507 \$	516 305 \$	612 000 \$
Autres coûts :		493 161 \$	496 459 \$	588 000 \$
Total		4 437 469 \$	4 364 918 \$	5 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SQ RÉPARTIS PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)
ETC.) ET PAR DISTRICT AU 31 MARS 2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		CATÉGORIES										
	Véhicules banalisés	Véhicules Identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minibus Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	Hélicoptères	TOTAL
Quartier général Montréal (incluant SUE – SUO)	557	51	77	25	98	22	2	11	13	6	3	865
Bas Saint-Laurent- Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	70	85	8	5	6		4	24	8	26		236
Saguenay - Lac St-Jean	55	47	3	6	3		4	10	7	10		145
Capitale-Nationale- Chaudière-Appalaches	101	107	10	1	5		11	18	5	18		276
Mauricie - Centre du Québec	103	98	8	4	3		5	14	7	18		260
Estrie	59	55	6	2	4		4	10	6	12		158
Montréal - Laval - Laurentides - Lanaudière	106	110	1	1	2		12	14	5	14		265
Outaouais	54	30	4	4	4		4	6	5	10		121
Abitibi-Témiscamingue - Nord- du-Québec	68	46	6	9	3			14	5	10		161
Côte-Nord	47	40	4	13	5			14	4	10		137
Montréal	104	118	2	1	3		5	8	2	12		255
TOTAL	1324	787	129	71	136	22	51	143	67	146	3	2879

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ET PAR DISTRICT

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS		NO		CATEGORIES									
		Minibus											
		Véhicules banalisés	Véhicules identifiés	Fourgonnettes	4 x 4	Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	TOTAL	
Quartier général Montréal (incluant SUE – SUO)	0	2 777 812 \$	1 030 129 \$	230 747 \$		387 175 \$	32 326 \$					4 458 189 \$	
Bas- Saint-Laurent-Gaspésie- îles-de-la-Madeleine	1	424 549 \$	766 245 \$	0 \$	26 440 \$	22 775 \$						1 240 009 \$	
Saguenay – Lac St-Jean	2	201 099 \$	336 008 \$	23 817 \$		45 550 \$			15 732 \$			622 206 \$	
Capitale-Nationale-Chaudière- Appalaches	3	826 777 \$	1 095 435 \$	23 817 \$		68 325 \$						2 014 354 \$	
Mauricie – Centre du Québec	4	491 572 \$	917 525 \$	23 817 \$	26 440 \$	45 550 \$						1 504 904 \$	
Estrie	5	469 251 \$	301 918 \$			45 550 \$						816 719 \$	
Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière	6	915 971 \$	1 668 269 \$	23 817 \$	79 320 \$	68 325 \$						2 755 702 \$	
Outaouais	7	268 092 \$	145 685 \$	47 634,0 \$	26 440 \$	22 775 \$						510 626 \$	
Abitibi-Témiscamingue - Nord- du-Québec	8	67 023 \$	660 245 \$	23 817 \$	110 634 \$	22 775 \$						884 494 \$	
Côte-Nord	9	111 725 \$	221 325 \$	47 634,0 \$	121 417 \$	45 550 \$			153 000 \$			700 651 \$	
Montréal	10	268 212 \$	1 616 813 \$			22 775 \$			306 000 \$			2 213 800 \$	
TOTAL		6 822 083 \$	8 759 597 \$	445 100 \$	390 691 \$	797 125 \$	32 326 \$	0 \$	0 \$	474 732 \$	0 \$	17 721 654 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRÉVISION INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2007-2008 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIE (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES, MOTONEIGES, ETC.)
ET PAR DISTRICT

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS	NO	CATEGORIES									
		Véhicules identifiés				Minibus					
		Véhicules banalisés	Fourgonnettes	4 x 4	Minivan	Camions	Motocyclettes	Motoneiges	Bateaux	VTT	TOTAL
Quartier général Montréal (incluant SUE – SUO)	0	2 800 000 \$	1 029 455 \$	542 000 \$	222 000 \$	957 672 \$	400 000 \$	900 000 \$	1 080 000 \$		7 931 127 \$
Bas- Saint-Laurent-Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1	322 000 \$	930 000 \$	87 000 \$	45 548 \$			24 000 \$		10 000 \$	1 418 548 \$
Saguenay – Lac St-Jean	2	299 000 \$	517 000 \$	87 000 \$	45 548 \$			24 000 \$		10 000 \$	1 010 548 \$
Capitale-Nationale-Chaudière- Appalaches	3	368 000 \$	811 543 \$	84 000 \$	45 548 \$			24 000 \$		10 000 \$	1 430 091 \$
Mauricie – Centre du Québec	4	345 000 \$	638 413 \$	28 000 \$				24 000 \$		10 000 \$	1 132 413 \$
Estrie	5	276 000 \$	546 826 \$	87 000 \$	45 548 \$			24 000 \$		10 000 \$	989 374 \$
Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière	6	483 000 \$	1 165 543 \$	87 000 \$	45 548 \$			24 000 \$		10 000 \$	1 815 091 \$
Outaouais	7	230 000 \$	211 826 \$		22 774 \$			24 000 \$		10 000 \$	498 600 \$
Abitibi-Témiscamingue - Nord-du- Québec	8	115 000 \$	338 000 \$	28 000 \$	45 548 \$			24 000 \$		10 000 \$	647 548 \$
Côte-Nord	9	138 000 \$	366 000 \$	87 000 \$	22 774 \$			24 000 \$		10 000 \$	647 774 \$
Montréal	10	437 000 \$	667 065 \$	87 000 \$				24 000 \$		10 000 \$	1 225 065 \$
TOTAL		5 813 000 \$	7 221 671 \$	710 000 \$	1 005 000 \$	1 276 508 \$	400 000 \$	900 000 \$	1 080 000 \$	100 000 \$	18 746 179 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2006-2007 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008 *

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Catégorie d'équipement (coût unitaire > 1 000 \$)		GQG	District 1										District 10	Total
Machinerie et équipements d'atelier de réparation et d'entretien (station à souder, appareil de moulage, fibroscope, chariots élévateurs, défibrillateur	193 032													193 032
Mobilier spécialisé, génératrices, armoires et accessoires, déchiqueteuse industrielle	111 626		51 244											162 870
Lunettes de vision (nocturnes, thermales), amplificateur de lumière et sources portatives	140 758													140 758
Alcootests, cinémomètres, radars, décéléromètre, mesure au laser, analyseur, détection sous-marine	495 300													495 300
Télécommunication (téléphone satellite, équipement de détection et d'interception de signaux, GPS, localisation)	191 440													191 440
Déchiqueteuses industrielles (papier, CD-Rom)	20 483		2 430							2 430	4 860	2 430		32 633
Tentes, kiosque, mascotte	5 116								1 645	4 900				11 661
Équipement de plongée	22 423													22 423
Système de détection Rayon-X	46 518													46 518
Lutte au terrorisme et intervention tactique (tenue anti-bombe, canon à eau, mini-véhicule télécommandé)	56 870													56 870
Audio-Visuel (interrogatoire vidéo, caméras vidéo et numérique, système de visualisation, système de sonorisation, projecteurs multimédias)	412 023	5 835	3 578							14 589			14 589	458 733
Total	1 695 589	5 835	3 578	53 674					1 645	14 589	9 760	10 549	17 019	1 812 238

*Prévision 2007-2008 non disponible
Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.
De nombreuses catégories sont comptabilisées au central (GQG) bien qu'elles servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS ET MONTANTS FACTURÉS À CHACUNE D'ELLE POUR 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

--

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS/RÉGULIERS) AU 31 MARS 2007, RÉPARTIS PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Districts	En place au 31 mars 2007		Répartition par quart de travail					
	Policiers		Relève de jour du lundi au vendredi		3 relevés (rotation/jour-soir-nuit)		Nombre moyen de personnes par relève	
	Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	76	451	57	268	19	183	4	36
Saguenay-Lac-St-Jean	51	277	38	172	13	105	3	21
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	102	550	81	296	21	254	5	50
Mauricie-Centre-du-Québec	82	564	63	353	19	211	4	42
Estrie	59	321	45	187	14	134	3	26
Montréal-Laval-Laurentides-Lanaudière	105	542	76	291	29	251	7	50
Outaouais	41	217	32	123	9	94	2	18
Abitibi-Témiscamingue-Nouveau-Québec	59	313	46	190	13	123	3	24
Côte-Nord	44	210	37	137	7	73	1	14
Montréal	117	668	87	422	30	246	7	49
Grand quartier général	837	1 085	782	1 066	55	19	13	3
Total	1 573	5 198	1 344	3 505	229	1 693		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

415 effectifs policiers sont affectés aux patrouilles autoroutières.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC., POUR POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS,
ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

EFFECTIFS POLICIERS RÉGULIERS (en place au 31 mars 2007)

Directeur général	1
Directeurs généraux adjoints	4
Inspecteurs-chefs	27
Inspecteurs	48
Capitaines	97
Lieutenants	191
Sergents	1 678
Agents et agents auxiliaires	3 152
TOTAL	5 198

EFFECTIFS CIVILS RÉGULIERS (en place au 31 mars 2007)

Cadres	56
Professionnels	286
Techniciens	270
Personnel de bureau	939
Ouvriers	22
TOTAL	1 573

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 31 mars 2007)

- | | |
|--|--------------|
| ▪ Direction générale (directeur général, affaires internes, communications, audit et évaluation) | 37 |
| ▪ Administration (relations professionnelles, dotation policière et civile, ressources financières, ressources matérielles et gestion de carrière) | 84 |
| ▪ Affaires institutionnelles (permis, technologies, SAGIR, formation et protection de l'État) | 136 |
| ▪ Enquêtes criminelles (enquêtes nationales, renseignements criminels et soutien aux enquêtes) | 610 |
| ▪ Surveillance du territoire (patrouilles, enquêtes, mesures d'urgence, soutien à la gendarmerie et police de proximité) | <u>4 331</u> |

TOTAL 5 198

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION PROVINCIAUX/MUNICIPAUX, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

Constats d'infraction :	
Provinciaux ⁽¹⁾	294 789
Municipaux	96 930
Avis de vérification technique	114 543
Avis de vérification mécanique	6 390
Conduite dangereuse	544
Capacités affaiblies	6 850
Délits de fuite	673
TOTAL	520 719

⁽¹⁾ Le total inclut 35 204 constats dont le poursuivant est le Directeur des poursuites criminelles et pénales et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE ET NATURE DES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ : A) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS,
B) SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

Constats d'infraction :

Provinciaux ⁽¹⁾	294 789
Municipaux	96 930
TOTAL	391 719

⁽¹⁾ Incluant 35 204 constats dont le poursuivant est le Directeur des poursuites criminelles et pénales et qui sont traités par les cours municipales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR SON TERRITOIRE POUR L'ANNÉE 2006

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Polygraphie (dossiers) : demandes de tests	144
• Hypnose (séances) : séances d'hypnose	30
• Analyse de déclaration : demandes d'analyse de déclaration	136
• Groupe d'intervention : missions primaires et secondaires	348
• Enquêtes et scènes d'incendies	1 215
• Scènes de crimes : (secteurs Ouest et Est)	3 589
• Empreintes digitales : fiches d'empreintes	21 455
• Laboratoire de photographies (photographies imprimées) : photographies imprimées dans toutes les catégories (scènes de crimes, autopsies, prévenus, etc.), et pour tous les organismes (SQ, SM, Laboratoire de sciences judiciaires, etc.) incluant l'arréage des autres années.	794 514
• Photographies signalétiques	18 504
• Enquêtes – collisions (rapport)	274
• Équipes cynophiles	399
• Techniciens en explosifs (missions)	230
• Plongeurs (missions)	139
• Équipe nautique (missions)	312

NOTE : Statistiques pour l'année civile 2006

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE 2006

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Polygraphie (dossiers)	196
• Hypnose (sessions)	14
• Analyse de déclaration	58
• Groupe d'intervention	36
✓ • Enquêtes et scènes d'incendies	13
• Scènes de crimes	1 467
• Empreintes digitales	15 413
• Photographies signalétiques	13 729
• Enquêtes – collisions (rapport)	55
• Équipes cynophiles	94
• Techniciens en explosifs (missions)	66
• Plongeurs (missions)	20
• Équipe nautique (missions)	8
NOTE : Statistiques pour l'année civile 2006	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2007 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le budget du Service de la coordination des projets conjoints se répartit comme suit :

Mauricie	573 993 \$	
Outaouais	487 620 \$	
Québec	1 064 820 \$	
Estrie	482 750 \$	
Saguenay	700 645 \$	
Montréal	1 836 994 \$	
Rive – Nord	1 005 750 \$	
UMECO (crédits supportant les membres SQ seulement)	100 000 \$	
Division des projets de partenariat en enquêtes criminelles	509 500 \$	
Service de la coordination	26 115 \$	
Opérations spéciales / Service de soutien aux escouades	2 498 670 \$	
TOTAL :	9 286 857 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2007 DES MEMBRES DES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES
AINSI QUE LE BUDGET ANNUEL ACCORDÉS, PAR LIEUX D'AFFECTATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les escouades régionales mixtes (ERM) regroupent des policiers de différents services de police municipaux (SPM et Autochtone), fédéral (GRC) et de la Sûreté du Québec. La répartition des membres au 31 mars 2007 est la suivante :					
<u>ERM</u>	<u>NOMBRE DE POLICIERS PARTICIPANTS</u>			<u>SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX / AUTOCHTONE</u>	
Mauricie	SQ : 5	GRC : 2	SPM : 4	Trois - Rivières	
Outaouais	SQ : 6	GRC : 2	SPM : 3	Gatineau et MRC des collines	
Québec	SQ : 8	GRC : 2	SPM : 5	Québec et Lévis	
Estrie	SQ : 5	GRC : 1	SPM : 3	Sherbrooke et Magog	
Saguenay	SQ : 4	GRC : 1	SPM : 5	Saguenay	
Montréal	SQ : 5	GRC : 3	SPM : 11	Montréal, Richelieu- St-Laurent et Longueuil	
Rive – Nord	SQ : 7	GRC : 4	SPM : 6	Laval, St-Jérôme, Deux montagnes, Repentigny, l'Assomption et Joliette	
UMECOA (Budget alloué ne supporte que les membres SQ)	SQ : 5	GRC : 11	SPM AUTOCHTONE : 8	Manawan, Kitigan Zibi, Kativik, Restigouche, Wendake et Pikogan	

SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PÉRIODE DU 2006-04-01 AU 2007-03-31

QUESTION : Nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2006-2007										
	OPÉRATIONS RÉGULIÈRES								OPÉRATIONS SPÉCIALES	TOTAL HEURES EFFECTUÉES
	Présence à la cour 55	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Présence postes MRC 85	Autres		
DISTRICTS										
Bas-St-Laurent, Gaspésie, Iles Mad.(dist.1)	6 892	18 261	2 671	11 069	931	2 992	3 863	910	14 049	61 638
Saguenay, Lac-St-Jean (district 2)	3 026	5 494	1 403	4 099	147	842	2 495	282	13 266	31 054
Québec (district 3)	6 974	16 452	1 836	6 547	80	1 010	5 903	433	25 094	64 329
Mauricie, Centre-du-Québec (district 4)	8 416	20 010	4 053	5 584	8 716	2 908	8 680	1 281	34 124	93 772
Estrie (district 5)	3 507	7 155	1 725	5 635	15	1 510	7 788	416	14 423	42 174
Montréal, Laval, Laur. Lanaud. (district 6)	11 513	16 912	3 153	3 998	11 701	2 567	13 656	1 440	77 601	142 541
Outaouais (district 7)	4 071	7 311	708	865	3 113	1 565	708	376	14 907	33 624
Abitibi,Témiscam.,Nord du Québec (dist.8)	2 919	9 870	3 159	3 235	957	3 246	2 310	1 503	77 997	105 196
Côte-Nord (district 9)	3 047	5 808	1 280	6 013	620	1 172	7 340	546	8 377	34 203
Monterégie (district 10)	9 767	26 370	3 164	3 229	9 700	3 348	11 666	918	33 149	101 311
S/total - districts	60 132	133 643	23 152	50 274	35 980	21 160	64 409	8 105	312 987	709 842
G.Q.G.										
Direction générale	49	4	0	0	0	1 561	797	0	436	2 847
Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Développement et affaires institutionnelles	0	1 467	0	0	0	185	0	1 771	22 507	25 930
Enquêtes criminelles	0	227	0	0	0	0	0	0	190 959	191 186
Surveillance du territoire	716	5 048	978	2 527	154	7 518	0	1 004	40 475	58 420
S/total - GQG	765	6 746	978	2 527	154	9 264	797	2 775	254 377	278 383
TOTAL - S.Q.	60 897	140 389	24 130	52 801	36 134	30 424	65 206	10 880	567 364	988 225
%	6,16%	14,21%	2,44%	5,34%	3,66%	3,08%	6,60%	1,10%	57,41%	100,00%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2006-2007
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Promotions et nouveaux officiers

Inspecteur-chef

1

Jean Audette

Inspecteurs

12

Danis Claude
Martin Michel
Pigeon Robert

Forget Michel
Massé Yves
Théberge Marc

Lapointe Guy
Ouellet Gervais
Trottier Réjean

Lessard Mario
Péloquin André
Trudel Yves

Capitaines

20

Beaupré Gilles
Bernier Alain
Dussault Yannick
Lamoureux Gaétan
Plante Benoît

Bélanger Patrick
Blanchet Eddy-Michel
Finet Jean
Ménard Jonathan
Théberge Marc

Bélaskie Daniel
Chartrand Serge
Gadoury Luc
Morency Richard
Théoret Robert

Bergeron Roberto
Dubé Gilles
Guay Caroline
Ouellete Mario
Vincent Louis

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2006-2007
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>Promotions et nouveaux officiers</u>			
Lieutenant	38	Baillargeon Sylvain Boucher Pierre Comeau André Fournier Luc Lagacé Mario Lavigne René Marineau Luc Plante Jocelyn St-Martin Pierre Tremblay Gino	Barbeau Nathalie Brunet Michel Di Bartolo Giulia Guay Simon Lantin Pierre-Paul Leduc Paul Martel Gilles Rabouin Simon Tardif Michel Vien Hélène
		Bazinet Luc Carufel Serge Doré François Huard Daniel Lapointe Glenn Lemelin Éric Millette Paul Rail Dany Tessier Jean-Pierre	Bouchard Jean Châteauneuf Guy Drouin Bruno Jean Daniel Larin Stéphane Mac Kay Daniel Ouellet Richard Sigouin Pierre Thomassin Michel
TOTAL		71	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTE, POUR L'ANNÉE 2006-2007
AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>Promotions et nouveaux sous-officiers</u>		
Sergents	353	Voir annexe 1
<u>Nouveaux policiers</u>		
Embauche :		
- agents auxiliaires :	70	
- agents variables :	106	
 Profil de formation académique pour les nouveaux policiers:		
Niveau universitaire :	13	
Niveau collégial :	163	

LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT

Du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Airolti	Guy	7608	2006-09-01	8461
Allaire	Stéphane	8106	2006-09-01	8069
Allard	Carl	8277	2007-02-02	8356
Allard	Jason	10428	2006-11-23	7636
April	Claude	10203	2006-09-01	8180
Arcand	Louis	10310	2006-09-01	8563
Arsenault	Marc-André	9135	2006-09-01	8367
Ashini	Moïse	8824	2006-09-01	8961
Auger	Robert	10451	2006-09-01	8078
Baker	Danny	8128	2006-09-01	8468
Baril	Mario	10924	2006-09-01	8067
Barlow	Isabelle	9517	2006-09-01	8466
Beaudin	Caroline	7796	2007-03-09	7617
Beaudin	Guy	11650	2006-09-01	8065
Beaudoin	François	10197	2006-09-01	8568
Beaudoin	Houle	11390	2007-02-23	8021
Beaulieu	Gaétan	8112	2006-06-18	8466
Beaulieu	Isabelle	9689	2006-09-01	8176
Béland	Mario	8053	2006-09-01	8466
Bélanger	Marquis	8715	2006-09-01	8566
Bélisle	Carl	11256	2006-11-26	7497
Belleau	Alain	10229	2006-08-01	7531
Bellerive	Stéphane	10793	2006-09-01	8461
Belley	Eric	8884	2006-09-01	8964
Bernard	Yvon	6331	2006-09-01	8383
Bernatchez	Liza Kim	9859	2006-09-01	8169
Bernier	François	10647	2006-09-01	8073
Berthiaume	Yvon	6461	2006-09-01	8069
Bertrand	Patrick	11654	2006-05-21	8071
Bertrand	Patrick	11654	2006-08-13	8071
Blackburn	Louis	10518	2006-09-01	8261
Blais	Claude	10147	2006-09-01	8070
Blais	Mario	11059	2006-05-10	8455
Blais	Mario	11059	2006-05-15	8455
Blanchard	Daniel	8751	2006-09-01	8172
Blanchard	Serge	8966	2006-08-18	8061
Boisvert	Normand	9330	2006-09-01	8662
Boivin	Luc	10650	2006-09-01	8073
Bolduc	Alain	11009	2006-09-01	8455
Bouchard	Alain	8870	2006-09-01	8466
Bouchard	Rémy	10522	2006-04-24	8227
Bouchard	Rémy	10522	2006-07-03	8227
Bouchard	Nancy	10556	2006-09-01	8961
Boucher	Patrice	11298	2006-09-15	7495
Boudreau	Hugues	9322	2006-09-01	8864
Boudreault	François	6527	2006-09-01	8465
Bourassa	Isabelle	10590	2006-09-01	8472
Boutin	Josée	8084	2006-09-01	8074
Brière	Steve	10249	2006-11-14	7531
Brière	Steve	10249	2006-11-24	7531
Brochu	Alexandra	11316	2006-09-01	8967
Brouillette	Jacques	6672	2006-09-01	7531
Brown	Patrys	9048	2006-09-01	8762
Brunet	Mylène	11657	2006-09-01	8866
Butz	Marc	10240	2006-09-01	7140
Caisse	Nathalie	10231	2006-09-01	8664
Camiré	Yves	10559	2006-09-01	8961
Camiré	Jean-Pierre	10797	2006-09-01	8461
Cantin	Manon	8984	2006-09-01	8462
Carrier	Gérard	7132	2006-09-01	7140
Carrière	Daniel	8944	2006-09-01	8066
Cassitat	Steve	9346	2006-09-01	8179
Chalifoux	Aline	8427	2006-09-01	8766
Chamberland	Marc	9683	2006-09-01	8178
Champoux	Jean Guy	7173	2006-09-01	8464
Charbonneau	Pierre	7280	2006-09-01	8265

LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT
Du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Charest	Sylvain	10736	2006-09-01	8464
Charland	Régent	6592	2006-09-01	8565
Charland	Marc-André	9892	2006-09-01	8566
Chauvin	Denis	10655	2006-09-01	8073
Chénier	Yves	8100	2006-09-01	8768
Chevalier	Martin	9820	2006-09-01	8864
Claveau	Yvon	8019	2006-09-01	8385
Cloutier	Robin	8087	2006-05-28	7526
Coderre	Réjean	10738	2006-09-01	8464
Comtois	Louis	10129	2006-08-01	8021
Condon	Patrick	11418	2006-09-15	7494
Cormier	Jean	6300	2006-09-01	8165
Cormier	Guy	10739	2006-09-01	8464
Cossette	Jean-Pierre	11036	2006-05-15	8455
Côté	Michel	7880	2006-09-01	8368
Côté	Patrick	8638	2006-09-01	8768
Coup-Fabiano	Daniel Jr	10035	2006-11-14	8967
Cyr	Alain	8501	2006-04-24	8390
Cyr	Yves	8786	2006-09-01	8166
Decoeur	Jacques	7027	2006-09-01	8673
Denis	Lionel	10661	2006-06-01	8074
Déry	Daniel	6876	2006-09-01	8767
Desaulniers	Eric	9951	2006-09-01	8869
Desforges	Louise	8973	2006-09-01	8762
Desjardins	Denis	10960	2006-09-01	8692
Desmarceaux	Luc	9109	2006-09-01	8662
Désormeaux	Stéphane	10876	2006-09-01	8673
Desrochers	Ghislain	7039	2006-09-01	8564
Desrochers	Mario	8338	2006-06-12	7555
Desrochers	Mario	8338	2006-08-04	7555
Desrosiers	Luc	8961	2006-09-01	8063
Déziel	Jean Jr	9666	2006-09-01	8665
Dionne	Daniel	10204	2006-04-23	8180
Dionne	Daniel	10204	2006-05-31	8180
Drouin	Simon	8224	2006-09-01	8386
Dubé	Denis Richard	10839	2006-09-01	8174
Dubé	Pierre	11031	2006-09-01	8455
Dubord	Patrice	7905	2006-07-07	8321
Dumouchel	Alain	7528	2006-11-12	7495
Duquette	France	8634	2006-09-01	8563
Durant	Robert	10492	2006-08-04	8861
Falardeau	Yvon	10488	2006-09-01	8866
Faucher	Nathalie	8924	2006-08-07	7636
Ferland	Alain	7648	2006-09-01	8368
Fiset	Sylvain	9924	2006-06-16	7576
Fontaine	Patrick	9907	2006-09-01	8467
Forget	Dominic	9764	2006-11-05	7590
Fortin	Gabriel	6018	2006-09-01	8368
Fortin	Jean-Marc	10527	2006-09-01	8261
Fournier	Julie	9441	2006-09-01	8469
Fournier	Mario	10087	2006-09-01	8172
Fraser	Michel	10851	2006-09-01	8174
Gagné	Eric	10416	2006-04-01	7494
Gagné	Cédric	11072	2006-09-01	8665
Gagnon	Marc	10489	2006-09-01	8866
Gagnon	Eric	11285	2006-09-01	8927
Gagnard	Manon	8621	2006-09-01	7140
Garcia	Marc	10457	2006-09-01	8078
Garon	Martin	9138	2006-09-01	8180
Gaudet	Sébastien	10301	2006-09-01	8264
Gauthier	Carl	9354	2006-09-01	8968
Gauthier	Jayson	9954	2006-09-01	7140
Gendron	Isabelle	8411	2007-03-24	8651
Généreux	Stacy	10944	2006-09-01	8067
Genest	Martin	9023	2006-09-01	8384
Genest	Mathieu	11289	2006-10-20	8021

LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT

Du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Gentile	Miguel	10433	2006-09-01	8066
Germain	Denis	10664	2006-09-01	8073
Gervais	Michel	6858	2006-09-01	8767
Gervais	Guy	10807	2006-09-01	8461
Giguère	Jean	7636	2006-09-01	8074
Gilbert	Stevens	10094	2007-03-30	8113
Gilbert	François	10998	2006-09-01	8455
Gingras	André	10214	2006-09-01	8471
Girard	Sylvain	8377	2006-07-07	7495
Girard	Stéphane	8428	2006-09-01	8564
Girard	Alain	8940	2006-07-01	8261
Girard	Maxime	10749	2006-09-01	8464
Girard	René	10750	2006-09-01	8464
Giroux	Roxanne	7972	2006-09-01	8176
Giroux	Marc	9501	2006-11-10	7531
Gosselin	Jules	10218	2006-09-01	8471
Goulet	Louise	10491	2006-09-01	8866
Goupil	Serge	10702	2006-09-01	8383
Gravel	Yves	10215	2006-09-01	8471
Grenier	Guy	7998	2006-09-01	8468
Grenier	Alex	11073	2006-11-12	7495
Grenier	Alex	11073	2006-11-19	7495
Guay	Jacques	10752	2006-09-01	8464
Guay	Raymond	11039	2006-09-01	8455
Guilbault	André	9660	2006-09-01	8462
Guillemette	Martine	8542	2006-04-24	7566
Haman	Denis	10753	2006-09-01	8464
Hamel	Karine	9638	2006-04-01	7533
Hamel	Michel	10418	2006-09-01	8465
Hawey	Sylvain	8139	2006-09-01	8393
Hébert	Alain	7757	2006-09-01	8766
Hervieux	Marc	11675	2006-09-01	8065
Houle	Pierre	7701	2006-09-01	8564
Houle	Christian	8803	2006-09-01	8467
Houle	Jessie	11189	2006-11-26	7497
Hudon	Daniel	10530	2006-09-01	8261
Hudon	Claude	11100	2006-09-01	8868
Jacques	Sylvain	11405	2007-03-30	7497
Jean	Sylvain	10544	2006-07-07	8021
Labarre	Christian	11071	2006-09-01	8665
Labelle	Roger	9395	2006-09-01	8721
Labrecque	Réal	10104	2006-09-01	8861
Lacasse	Stéphane	10632	2006-09-01	8563
Lachance	Benoît	10883	2006-09-01	8673
Lachance	Benoît	10883	2007-03-01	7110
Lafontaine	Alain	9398	2006-09-01	8699
Lafrenière	Robert	10105	2006-09-01	8861
Lafrenière	Serge	10941	2006-09-01	8067
Lagacé	Marie-Claude	10884	2006-09-01	8673
Lajoie	Gino	10106	2006-09-01	8861
Lallemant	Francis	11678	2006-09-01	8065
Lamontagne	Eric	9414	2006-11-10	8121
Lamontagne	Eric	9414	2006-11-24	8121
Lamothe	Denis	7124	2006-04-03	8862
Lamothe	Denis	7124	2006-08-01	8862
Lamoureux	Patrick	8502	2006-09-01	8662
Lamoureux	Claude	10494	2006-09-01	8866
Landry	Eric	6496	2006-09-01	8162
Laporte	Claude	8025	2006-09-01	8767
Laramée	Luc	9237	2006-09-01	8767
Laroche	André	10421	2006-09-01	8465
Laroche	Mario	10809	2006-09-01	8461
Larochelle	Normand	7953	2006-09-01	8387
Larouche	Michel	9466	2006-09-01	8964
Larouche	Dominic	9957	2006-09-01	8865
Larouche	Marc	10295	2006-09-01	8264

LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT

Du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Lauzier	Michèle	9620	2007-01-22	8178
Lauzier	Luc	10196	2006-09-01	8568
Lavoie	Gaston	10048	2006-09-01	8967
Lavoie	Martin	10368	2006-08-01	8068
Lavoie	Frédéric	11354	2006-08-28	8927
Le Bel	Jean	9692	2006-05-19	7621
Leblanc	Josée	7574	2006-09-01	8074
Leblanc	Brigitte	8719	2006-08-01	8521
Leblanc	Brigitte	8719	2006-11-01	8521
Leblanc	Karina	9001	2006-09-01	8961
Leblanc	Marc	10049	2006-10-01	8965
Léblanc	Jean	10347	2006-09-01	8693
Lebrasseur	Eric	9034	2006-09-01	8164
Lecours	Rémi	10675	2006-09-01	8073
Leduc	François	11685	2006-10-08	7653
Lefebvre	Martin	8114	2006-08-28	8621
Lefebvre	Benoît	9860	2006-09-01	8665
Lemay	Pierre	6928	2006-09-01	8390
Lemelin	Gilbert	8554	2006-09-01	8461
Lemieux	Réjean	8929	2006-09-01	8664
Lemieux	Denis	8956	2006-09-01	8766
Lemoine	Rémi	10955	2006-09-01	8067
Lemonde	Patrick	10274	2006-12-25	8721
Lepage	Réjean	9741	2006-06-05	8068
Lepage	Réjean	9741	2006-08-01	8068
Lepage	Ronald	10051	2006-09-01	8967
Lépine	Sébastien	11132	2006-11-10	7497
Lessard	Martin	10759	2006-09-01	8464
Léveillé	Jocelyn	10678	2006-10-20	8021
Longchamps	Jean-François	11517	2006-09-15	7494
Mackels	Chantal	9014	2006-09-01	7140
Mailhot	Stéphane	10267	2006-08-01	8465
Malette	Bryan	10887	2006-09-01	8673
Maltais	Pierrot	7567	2006-09-01	8261
Marchand	Robert	11001	2006-09-01	8455
Marcotte	Richard	8717	2006-09-01	8866
Martin	Patrick	9085	2006-09-01	8766
Massé	Brigitte	11178	2006-09-01	8179
Massicotte	Donat	6862	2006-11-01	8463
Masson	Patrick	11010	2006-09-01	8455
Mc Culloch	Yves	11012	2006-09-01	8455
Mc Nicoll	Sylvain	10526	2006-07-03	8227
Mc Nicoll	Sylvain	10526	2006-08-06	8227
Ménard	Jean-François	9862	2006-09-01	8562
Ménard	Sylvain	10975	2006-09-01	8563
Mercier	Michel	7539	2006-09-01	8562
Mercier	Annie	11262	2007-02-26	7531
Meunier	Rémi	10541	2006-09-01	8261
Morin	Daniel	8380	2006-09-01	8665
Morin	Jean-Baptiste	10052	2006-09-01	8967
Morin	René	10073	2006-09-01	8265
Morin	Carl	10108	2006-09-01	8861
Morrisette	Patrick	10976	2006-09-01	8467
Neveu	Jean-Claude	11104	2006-09-01	8868
Noël	Chantale	7863	2006-05-04	7641
Nolin	Yves	10818	2006-09-01	8461
Ostigny	Jacques	8654	2007-02-27	7636
Otis	Denis	11691	2006-06-30	8065
Ouellet	Gilles	7683	2006-09-01	8382
Ouellet	Steve	9585	2007-01-22	8178
Pagé	Michel	9992	2006-09-01	8368
Païement	Mathieu	9616	2006-11-22	8767
Paquette	Robert	10633	2006-09-01	8563
Paquette	Pierre	11524	2007-03-01	8021
Paquin	Joël	10682	2006-09-01	8073
Paradis	Denis	8204	2006-09-01	8061

LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT

Du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007

NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Parent	Richard	8784	2006-05-28	8063
Parent	Martin	9881	2006-09-01	8665
Pelletier	René	8493	2006-09-01	8368
Pelletier	David	10358	2006-09-01	8262
Pépin	André	6398	2006-09-01	8563
Perreault	Laurient	10519	2006-09-01	8261
Perron	Benoît	8579	2006-09-01	8768
Picard	Mario	8392	2006-07-07	8321
Pichette	Guy	10843	2006-09-01	8174
Pinard	Marie-Claude	10685	2006-09-01	8073
Plante	Marc-André	11135	2007-03-09	8021
Poirier	Robert	6817	2006-04-20	7404
Poirier	Luc	7193	2006-09-01	8177
Poirier	Lucie	10932	2006-09-01	8067
Poitrass	Jean	10424	2006-09-01	8465
Potrasal	Robert	8690	2006-09-01	7531
Poulin	Jean-Nicolas	9773	2006-04-10	8471
Pouliot	Marc	10612	2006-09-01	8565
Prescott	Benoît	8481	2006-09-01	8668
Proulx	David	11153	2006-12-01	8462
Rancourt	Claude-Pascal	8917	2006-09-01	8675
Rancourt	Alain	10920	2006-09-01	8067
Ratté	Louise	7877	2006-09-01	8674
Renault	France	8321	2006-09-01	8677
Rheault	Sébastien	11205	2006-10-20	8021
Richard	Eric	10579	2006-09-01	8961
Rioux	Serge	10155	2006-09-01	8078
Roberge	Alain	7476	2006-09-01	8664
Roberge	Benoît	10348	2006-09-01	8693
Robert	Dominique	11697	2006-09-01	8065
Ross	Tommy	9096	2006-09-01	8166
Ross	Sonia	10859	2006-09-01	8174
Rousseau	Lise	8880	2006-09-01	8664
Rousseau	Régis	9575	2006-09-03	8468
Rousseau	Daniel	10771	2006-09-01	8464
Roussy	Nathalie	11699	2006-09-01	8065
Routhier	Michel	8524	2006-09-01	8768
Roy	Stéphane	8228	2006-09-01	8768
Roy	Stéphanie	9636	2006-04-07	7590
Royer	Yves	10360	2006-09-01	8561
Saint-Amant	François	9183	2006-09-01	8868
Scalabrini	Simon	9506	2006-05-19	8564
Scodeller	Tonino	11241	2006-07-28	7466
Sénécal	Jean-Pierre	10144	2006-07-01	7531
Sénéchal	Hermel	10842	2006-09-01	8174
Seropian	Haig	10185	2006-09-01	8078
Simard	Réjean	8354	2006-09-01	8363
Simard	Pierre	10298	2006-09-01	8264
Sirois	Daniel	8450	2006-09-01	8168
Sirois	Daniel	10504	2006-09-01	8866
Smith	Dany	8043	2006-09-01	8162
St Pierre	René	6829	2006-09-01	8464
St-Arneault	Danys	8319	2006-09-01	8469
Ste-Marie	Simon	9791	2006-07-01	8075
Ste-Marie	Simon	9791	2006-07-14	8075
Ste-Marie	Michel	10361	2006-09-01	8561
St-Jacques	Pierre	9778	2006-09-01	8662
St-Pierre	Serge	10380	2006-05-26	8221
St-Pierre	Serge	10380	2006-07-31	8221
St-Pierre	Mario	10582	2006-08-28	8921
Surprenant	Fernand	5549	2006-09-01	8068
Tanguay	Donald	10088	2006-09-01	8172
Tardif	Denis	9095	2006-09-01	8566
Tessier	Denis	9508	2006-09-01	8070
Thériault	Annie	10776	2006-09-01	8464
Thibodeau	Denis	8835	2006-09-01	8166

LISTE DES MEMBRES PROMUS SERGENT Du 1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007				
NOM	PRÉNOM	MATRICULE	DATE D'AFFECTATION	CR
Thiffault	Pascal	8943	2006-09-01	8374
Thivierge	Jean	8958	2006-07-12	8387
Thivierge	Jean	8958	2006-07-28	8387
Tourigny	Marquis	10825	2006-09-01	8461
Tremblay	Paul	6245	2006-09-01	8263
Tremblay	Steeve	8165	2006-09-01	8964
Tremblay	Marco	8518	2006-09-01	8367
Tremblay	Laval	8576	2006-09-01	8387
Tremblay	Michel	10077	2006-09-01	8265
Tremblay	Normand	10332	2006-09-01	8363
Tremblay	Henri	11600	2006-09-01	8868
Truchon	Pierre	11702	2006-09-11	8066
Truchon	Pierre	11702	2006-10-20	8066
Trudel	Christian	11703	2006-09-01	8078
Tucker	Colette	10711	2006-09-01	7531
Turbide	Daniel	9965	2006-06-18	8866
Turcotte	Martin	8893	2006-09-01	8061
Vachon	Marc	9982	2006-06-22	7495
Vachon	Marc	9982	2006-07-03	7495
Vachon	Marc-Antoine	11521	2006-10-01	7576
Venne	Mario	7297	2006-09-01	8767
Verreault	Gaétan	7430	2006-09-01	8068
Viola	Marie-Christine	10281	2006-09-01	7531

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2006-2007, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	RÉMUNÉRATION COMPTABILISÉE DU 1 ^{er} AVRIL 2006 au 31 MARS 2007 (\$)
Me Normand Bibeau	1 700
Cain Lamarre Casgrain Wells	5 287
Castiglio & Associés	318 349
Me Mario Coderre	24 680
Me Jean Gauthier	22 977
Gowling, Lafleur, Henderson	881
Me Gerald La Haye	2 925
Phillion, Leblanc, Beaudry	100
Schneider & Gaggiono	1 814
Trudel, Nadeau	3 488

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUELEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. FOURNIR LA LISTE LA PLUS EXHAUSTIVE DES MOYENS DE PRESSION RECENSÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

MOYENS DE PRESSION		DATE
1) Aucune formule maison ne sera complétée; 2) Les formules 518 et 519 ne seront pas complétées; 3) Les membres n'effectueront pas d'alimentation au système informatique; 4) Le préformat RER ne sera plus complété au début de chaque relève; 5) Le plein d'essence fait pour les véhicules départementaux sera fait en utilisant l'essence de catégorie « super sans plomb » au lieu de « l'ordinaire sans plomb »; 6) Les factures pour essence seront signées « DG Proulx »; 7) Les membres porteront l'épinglette de l'APPQ lorsqu'ils seront au travail; 8) Refus de remplir le registre des appels interurbains; 9) Refus de compléter le rapport mensuel du kilométrage (443-036) lorsqu'un membre syndiqué utilise un véhicule départemental; 10) Aucune participation aux sous-comités; 11) Aucune réaction de rapports d'enquêtes via le rapport progressif; 12) Autocollants « sans contrat depuis juillet 2002, APPQ » sont apposés dans les vitres et aires d'entrée de nos édifices; 13) Échanges des véhicules entre les postes et districts; 14) Mélange des cartes de crédits; 15) Entretien minutieux et lavage quotidien des véhicules; 16) Aucune utilisation des touches RITP dans les véhicules, toujours faire les demandes verbales au CGA; 17) Boycotte des stagiaires en techniques policières sur les postes; 18) Port du jeans pour les enquêteurs; 19) Port d'un brassard de couleur noir avec inscription « contrat échu 2002-06-30 » avec le sigle de l'APPQ; 20) Pose d'un fanion après l'antenne du véhicule de couleur blanc avec inscription « sans contrat de travail depuis juillet 2002 »;		2005-02-02 2005-02-02 2005-02-02 2005-02-02 Du 2005-02-02 au 2005-09-27 2005-02-02 2005-02-02 2005-02-02 2005-02-02 2005-02-02 2005-02-07 2005-02-08 2005-02-10 2005-02-10 2005-02-10 2005-02-10 2005-02-11 2005-03-09 2005-03-09

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉVALUATION DES COÛTS ENGENDRÉS PAR LES MOYENS DE PRESSION DES POLICIERS DE LA SQ EN VUE DU RENOUELEMENT DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE, PAR RÉGION. FOURNIR LA LISTE LA PLUS EXHAUSTIVE DES MOYENS DE PRESSION RECENSÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	MOYENS DE PRESSION	DATE
21)	Boycotte de toutes les rencontres de gestion;	2005-04-04
22)	Boycotte de toutes les rencontres avec la direction qui ne traite pas de sujets strictement opérationnels;	2005-04-04
23)	Il n'y a plus de signification des constats d'infraction. Ces derniers seront signifiés par la poste. Selon bulletin APPQ « ceci ne veut pas dire de ne pas donner de billets »;	Du 2005-04-04 au 2005-09-27
24)	Faire l'échange des radars avec les autres postes mais ils s'assurent que les diapasons suivent le radar;	2005-04-04
25)	Installation de nouveaux collants dans les vitres arrières de chaque côté;	2005-04-04
26)	Les patrouilleurs porteront des jeans;	2005-05-02
27)	Les patrouilleurs porteront la chemise à manches courtes;	2005-05-02
28)	Tous les membres répondront à l'expéditeur des messages intranet qu'ils reçoivent.	2005-05-02
29)	Rapport d'événement remis à la fin de la série de quart de travail	2005-08-22
30)	Destruction des reçus d'essence	2005-08-22
31)	Boycott des tests physiques	2005-09-14
32)	Remise des portables par les enquêteurs	2005-09-20
33)	Envoi massif de télécopies dans certains bureaux (DG, relations de travail, commandants)	2005-10-16
34)	Les moyens de pression ponctuels de ne pas émettre de constats d'infraction ont pris fin le 27 septembre 2005 ; toutefois, le mot d'ordre est d'utiliser leur pouvoir discrétionnaire au maximum.	
Coûts engendrés par les moyens de pression : <ul style="list-style-type: none"> Utilisation du carburant «super sans plomb», lavage d'autos, nettoyage de slogans, enlèvement d'autocollants, remorquage de véhicules : 357,7 k\$ La non signification des constats d'infraction a débuté le 2005-04-04 et a entraîné des coûts supplémentaires pour les municipalités et pour le gouvernement qui doivent encourir des frais de signification par la poste et des frais d'administration afférents à leur traitement et à leur suivi. De plus, il en est résulté certainement un manque à gagner en regard des amendes et des frais à percevoir. Il est cependant difficile de fournir des évaluations monétaires fiables.		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET CELUI DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

DISTRICTS	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES) POUR L'ANNÉE CIVILE 2006 DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	190	188	2
Saguenay–Lac-St-Jean	219	214	5
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	190	186	4
Mauricie–Centre-du-Québec	501	494	7
Estrie	172	170	2
Montréal–Laval–Laurentides–Lanaudière	333	327	6
Outaouais	159	156	3
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	651	638	13
Côte-Nord	310	309	1
Montréal	548	539	9
TOTAL	3 273	3 221	52

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES POUR LA PÉRIODE 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Cette demande concerne des correspondances que sont de nature opérationnelle ou administrative. Cependant, le facteur commun est que tout échange à l'intérieur de ces escouades, concerne des dossiers qui sont, soit sous enquêtes (Opérations spéciales) ou sous procédures à la Cour criminelle.

À cet effet, nous considérons que les impacts liés à cette divulgation sont majeurs et concernent la sécurité des personnes impliquées, la préservation de preuves ou des restrictions liées à la Loi sur l'accès à l'information. Nous concluons ainsi que ces documents sont de nature confidentielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2001 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Budgets 2006-2007 du Service de la lutte au terrorisme :	2 989,1 k \$	
Prévisions 2007-2008 du Service de la lutte au terrorisme :	2 989,1 k \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COPIE DES RÉSOLUTIONS ENVOYÉES PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2006-2007

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir documents annexés.

Corporation Municipale de St-Philibert

À une réunion régulière du Conseil municipal de St-Philibert, lundi le 1^{er} avril 2006 à compter de 19h30, à laquelle réunion sont présents messieurs Bernard Paquet, René Francoeur, Denis Paquet, Bernard Rodrigue, Rémi Loignon et madame Chantal Robitaille, conseillers, sous la présidence de monsieur Marc Nadeau, maire.

Madame Marie-Jeanne Ouellet, directrice générale, était également présente.

#06-54 Respect des effectifs et services policiers prévus à l'entente signée avec la MRC de Beauce-Sartigan

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC par la résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité des citoyens de notre municipalité;

Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC;

Attendu que la facturation des services policiers aux municipalités n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

Attendu que dans l'éventualité où cette situation n'est pas corrigée rapidement, notre MRC envisage de dénoncer, pour non-respect de celle-ci, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

329 Rue Principale
St-Philibert de Beauce, Qc
G0M 1X0

Tél. : 418-228-8759
Fax : 418-222-0432

Site Web : www.st-philibert.qc.ca

Il est proposé par Monsieur Rémi Loignon et résolu unanimement:

- de demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et, par le fait même, le droit de la population à des services pour lesquels elle paie;
- que copie de cette résolution soit envoyée à la députée provinciale madame Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale, monsieur Jacques Amyot, ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

Vraie copie certifiée



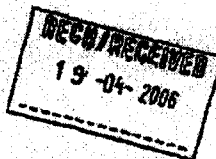
Marie-Jeanne Ouellet, directrice générale

C. C. SST



Ville de Saint-Rémi

Bureau de la Greffière
105, rue Perron, Saint-Rémi, Québec J0L 2L0
Tél : (450) 454-5112 Fax : (450) 454-7978
www.ville.saint-remi.qc.ca



Extrait des minutes d'une séance régulière du Conseil de Ville de Saint-Rémi
tenue à l'Hôtel de Ville le 10 avril 2006 et à laquelle sont présents monsieur le
Maire Michel Lavoie et les conseillers(ères) suivants(es) :

Benoît Tardif
Joseph Boire
Pierre Charbonneau
Sylvie Gagnon-Breton
Louise Trudeau-Lafrancois
Jean-Marc Boyer

formant quorum sous la présidence du Maire.

La Greffière madame Diane Soucy, étant également présente, agit à titre de
secrétaire de l'assemblée.

RÉSOLUTION NUMÉRO 06-04-005 (7) AUTORISATIONS DE PAIEMENT

(7E) QUOTE-PART - SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC - ANNÉE 2006

ATTENDU que depuis le 4 février 2002, la Ville de Saint-Rémi est desservie par
la Sûreté du Québec et que selon le « Règlement sur la somme payable pour les
services de la Sûreté du Québec », la municipalité doit être facturée pour les services
qui sont dispensés sur son territoire :

ATTENDU la demande de paiement numéro 18690 en date du 23 mars 2006 du
Ministère de la Sécurité publique du Québec au montant de 680 783 \$, payable en
deux (2) versements, soit les 30 juin 2006 (440 397 \$) et 31 octobre 2006 (440 395 \$)
pour l'année 2006 ;

ATTENDU l'augmentation annuelle des sommes payables par la municipalité
relativement aux services de la Sûreté du Québec :

ATTENDU que la richesse foncière uniformisée n'a cessé d'augmenter depuis le
début de la fourniture de services policiers par la Sûreté du Québec ;

ATTENDU que ladite augmentation des coûts n'entraîne pas une augmentation
ou une amélioration des services rendus par la Sûreté du Québec sur le territoire de la
Ville de Saint-Rémi ;

ATTENDU que la Ville de Saint-Rémi considère qu'elle ne reçoit pas tous les
services de la Sûreté du Québec pour lesquels elle défraie des sommes considérables,
représentant une proportion importante de son budget ;

ATTENDU que la Sûreté du Québec n'a pas réussi à implanter l'esprit de la
police de proximité, ce qui aurait permis d'améliorer les relations (communautaires)
entre les policiers et les citoyens ;

ATTENDU qu'une réorganisation majeure des effectifs de la Sûreté du Québec
est nécessaire afin d'assurer un service policier acceptable et satisfaisant pour les
citoyens et citoyennes de Saint-Rémi ;

.../2



Ville de Saint-Rémi

Bureau de la Greffière

105, rue Perras, Saint-Rémi, Québec J0L 2L0

Tél : (450) 454-5112 Fax : (450) 454-7978

www.ville.saint-remi.qc.ca

RÉSOLUTION NUMÉRO 06-04-4005 (7) AUTORISATIONS DE PAIEMENT

(7E) QUOTE-PART – SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC – ANNÉE 2006 (suite)

ATTENDU que les impacts des moyens de pression des agents de la Sûreté du Québec, lesquels n'émettent que très peu de constats d'infraction et ne signifient plus ces constats aux contrevenants, engendrent des frais imprévus et une perte de revenus pour la municipalité ;

ATTENDU que les autorités de la Ville de Saint-Rémi ont reçu plusieurs plaintes des citoyens et des commerçants de la municipalité démontrant leur insatisfaction face aux services rendus par la Sûreté du Québec, soit par l'absence de visibilité et de présence régulière des policiers sur le territoire de Saint-Rémi ;

ATTENDU que les représentants de la Sûreté du Québec n'ont toujours pas accepté l'offre de la Ville de Saint-Rémi de la fourniture d'un local attenant au garage municipal afin que les agents de la Sûreté du Québec des Jardins-de-Napierville rencontrent les citoyens et citoyennes de la municipalité à proximité ;

ATTENDU que lors de l'abolition de la sûreté municipale en 2002, les représentants de la Sûreté du Québec du poste de Boucherville encourageaient l'ouverture d'un local sur le territoire de la Ville de Saint-Rémi pour les services de la Sûreté du Québec ; il est :

PROPOSÉ PAR : monsieur Joseph Boire
APPUYÉ PAR : monsieur Pierre Charbonneau
ET RÉSOLU : unanimement

que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution;

que le Conseil municipal demande aux instances de la Sûreté du Québec d'accroître la protection et de soutenir celle-ci sur tout le territoire de la Ville de Saint-Rémi;

qu'une réorganisation des effectifs du corps policier de la Sûreté du Québec desservant la Ville de Saint-Rémi soit demandée afin de respecter les attentes des citoyens et des élus;

de ne pas autoriser le paiement de la facture #18690 au Ministère de la Sécurité publique du Québec de la quote-part relative à l'année d'imposition 2006 pour les services de la Sûreté du Québec sur le territoire de la Ville de Saint-Rémi;

que le Conseil municipal de la Ville de Saint-Rémi demande au Ministre de la Sécurité publique du Québec de modifier le Règlement sur les normes payables par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec afin d'établir, aux fins de calcul, la contribution financière de la Ville de Saint-Rémi ;

.../3

0003/004

MAY 01 '06 15:06

04/21/2006 FBI 11:53 FAX 418 275 2898 Kari Blackburn Depote

418 643 0275

PAGE.09



Ville de Saint-Rémi

Bureau de la Greffière

105, rue Petras, Saint-Rémi, Québec J0L 2L0

Tél. : (450) 454-5112 Fax : (450) 454-7978

www.ville.saint-remi.qc.ca

RÉSOLUTION NUMÉRO 06-04-4005

(7) AUTORISATIONS DE PAIEMENT

(7E) QUOTE-PART - SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC - ANNÉE 2006

(suite 2)

- que la richesse foncière uniformisée de la Ville de Saint-Rémi pour l'année 2001 soit l'année de référence pour le paiement de ladite contribution;
- que la richesse foncière uniformisée de l'année de référence soit, par la suite, indexée annuellement à l'indice des prix de la consommation pour le Québec jusqu'à un maximum de 2% annuellement.

que copie de la présente résolution soit transmise au Ministre de la Sécurité publique du Québec, à monsieur le Député André Chénail, à monsieur Gilles Lebel, lieutenant à la Sûreté du Québec des Jardins-de-Napierville, et aux Municipalités Régionales de Comté de la Montérégie, soit: Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Le Haut-Richelieu, Le Haut Saint-Laurent, Acton, Beauhamois-Salaberry, Brome-Missisquoi, Lajemmarais, La Haute-Yamaska, La Vallée-du-Richelieu, Le Bas-Richelieu, Les Maskoutains, Rouville et Vaudreuil-Soulanges.

Adoptée

Diane Soucy

Copie certifiée conforme
Diane Soucy, Greffière

Ont signé : Michel Laviole, Maire
Diane Soucy, Greffière

000/0000
MAY 01 '06 15:06

04/21/2006 PM 11:53 FAX 418 275 2999 Kari Blackburn Depute
418 643 8275 PAGE 10



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE SESSION RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA MRC DE MONTMAGNY, TENUE À LA MRC DE MONTMAGNY, MARDI LE 11 AVRIL 2006, À 20H30, À LAQUELLE SONT PRÉSENTS LES MAIRES SUIVANTS :

MADAME FRANÇOISE AUCLAIR, MESSIEURS ROSARIO BOSSÉ, CARL DUBÉ, JEAN-GUY DESROSNIERS, ALAIN FORTIER, PIERRE JEAN, LOUIS LACHANCE, RÉJEAN POULIN, JACQUES ANDRÉ ROY, ÉMILE TANGUAY, PIERRE THIBAUDEAU, GILLES TURCOTTE, PIERRE FORTIN.

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. MARCEL CATELLIER, PRÉFET DE LA MRC DE MONTMAGNY

SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS : Nancy Labrecque, directrice générale, Daniel Racine, directeur général adjoint et coordonnateur en aménagement, Sylvie Couillard, directrice des ressources financières et à l'administration et Julie Roy, chargée de projets municipaux et responsable des dossiers légaux

EST ABSENT : M. André Mercier.

Adoption du Plan d'organisation des ressources policières

- CONSIDÉRANT que le Plan d'organisation des ressources policières (POP) a été discuté en sous-comité le 27 mars dernier (soit avec M. Tanguay, M. Desrosiers, la directrice générale et le Sergent Bourgault);
- CONSIDÉRANT la recommandation du comité de procéder à l'adoption de ce plan;

2006-04-08

IL EST PROPOSÉ PAR : M. JEAN-GUY DESROSNIERS
APPUYÉ PAR : M. ÉMILE TANGUAY

ET UNANIMEMENT RÉSOLU

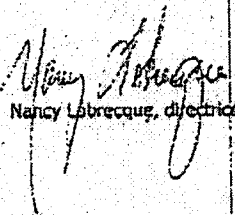
QUE le Conseil de la MRC de Montmagny adopte le Plan d'organisation des ressources policières (POP) tel que le prévoit l'entente signée.

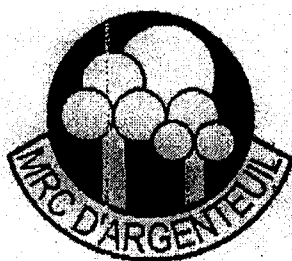
ADOPTÉ.

Marcel Catellier, préfet

(Signé) Nancy Labrecque, d.g.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME,
Montmagny, ce 16^e jour de février 2007


Nancy Labrecque, directrice générale



Municipalité régionale
de comté d'Argenteuil
430, rue Grace
Lachute (Québec)
J8H 1M6

Téléphone : (450) 562-2474
Télocopieur : (450) 562-1911

Courrier électronique :
mrc@argenteuil.qc.ca
Site Internet :
www.argenteuil.qc.ca



Brownsburg-Chatham
Gore
Grenville
Grenville-sur-la-Rouge
Harrington
Lachute
Mille-Isles
Saint-André-d'Argenteuil
Wentworth

LAURÉAT

Président de la MRC
entrepreneuriale
1998
de l'UMRCQ

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION RÉGULIÈRE DU
CONSEIL DE LA MRC D'ARGENTEUIL TENUE LE MERCREDI 12 AVRIL
2006, DANS LA SALLE LUCIEN-DUROCHER DE LA MRC
D'ARGENTEUIL, SITUÉE AU 430 RUE GRACE, À LACHUTE**

Sont présents : madame la conseillère Lise Bourgault, de la ville de Brownsburg-Chatham, messieurs les conseillers Carson Collins, de la municipalité de Mille-Isles, Normand Champoux, du canton de Wentworth, Daniel Mayer, de la ville de Lachute, Scott Pearce, du canton de Gore, Michel Brosseau, représentant de la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge, Gaétan Carrière, représentant du village de Grenville, monsieur Daniel Beaulieu, préfet suppléant de la MRC d'Argenteuil et maire de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil formant quorum sous la présidence de monsieur Ronald Tittlit, Préfet de la MRC d'Argenteuil et maire du village de Grenville.

Monsieur Marc Carrière, directeur général et secrétaire-trésorier, assiste également à la session.

**06-04-115 DEMANDE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN VUE
D'ASSURER UNE AMÉLIORATION DES SERVICES
POLICIERS DISPENSÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

CONSIDÉRANT que la MRC d'Argenteuil a fait diverses représentations auprès des autorités gouvernementales compétentes afin que les négociations relatives au renouvellement de l'entente de services de la Sûreté du Québec se poursuivent en vue d'un règlement final;

CONSIDÉRANT que lors de sa session régulière tenue le 8 mars 2006, le Conseil de la MRC d'Argenteuil a adopté la résolution numéro 06-03-054, visant à demander au gouvernement du Québec de conclure un règlement dans les meilleurs délais dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, ce dossier n'est pas encore réglé et que ce retard dans la conclusion d'une entente, et les moyens de pression des policiers qui en découlent, (incluant la diminution significative d'émission de billets d'infraction), ont pour effet direct de priver les municipalités d'importantes sommes d'argent;

CONSIDÉRANT que l'on constate une disproportion entre les coûts facturés aux municipalités locales, par le gouvernement du Québec, pour les services de la Sûreté du Québec et la qualité desdits services policiers fournis aux municipalités;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur le conseiller Scott Pearce, appuyé par monsieur le conseiller Carson Collins et RÉSOLU ce qui suit :

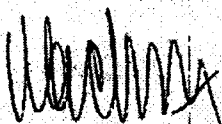
1. QUE la MRC d'Argenteuil demande une meilleure présence et davantage de visibilité policière dans chacune des neuf (9) municipalités locales de son territoire;
2. QUE la MRC d'Argenteuil dénonce la disproportion entre les coûts facturés aux municipalités locales, par le gouvernement du Québec, pour les services de la Sûreté du Québec et la qualité desdits services policiers fournis aux municipalités;
3. QUE la MRC d'Argenteuil réitère sa demande maintes fois exprimée, en vue d'un règlement dans les meilleurs délais dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

c.c. Monsieur Jacques P. Dupuis, ministre de la Sécurité publique du Québec
Monsieur Jacques Beaupré, Commandant en chef de la Sûreté du Québec pour le district Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière
Monsieur David Whissell, député d'Argenteuil et président du Caucus du gouvernement

Copie certifiée conforme
sujette à ratification

ce 8 Mai 2006



Marc Carrière
Directeur général et
secrétaire-trésorier



M.R.C. de
Beauharnois-
Salaberry

Extrait du livre des délibérations d'une séance régulière du Comité de Sécurité publique de la Municipalité régionale de Comté de Beauharnois-Salaberry tenue le 12 avril 2006.

Présents : M. Yves Daoust, préfet et maire de Saint-Louis-de-Gonzague
M. Denis Lapointe, maire de Salaberry-de-Valleyfield
M. François Candau, maire de Sainte-Martine
M. Réjean Beaulieu, maire de Saint-Urbain-Premier
M. Denis Laitre, conseiller de Salaberry-de-Valleyfield
M. Mario Vadnais, capitaine, Sûreté du Québec
Formant quorum

Absent : M. Normand Amesse, conseiller de Salaberry-de-Valleyfield

Résolution numéro 2006-04-15

**ENTENTE DE FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC –
DEMANDE D'AUGMENTATION DES EFFECTIFS**

- ATTENDU** la signature de l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec, en mars 1999, pour une partie du territoire de la MRC de Beauharnois-Salaberry; les municipalités couvertes étant, à l'époque, celles de Maple Grove, Sainte-Martine, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Paul-de-Châteauguay, Saint-Stanislas-de-Kostka et Saint-Urbain-Premier;
- ATTENDU** l'intégration, en octobre 2003, du territoire de la ville de Salaberry-de-Valleyfield (regroupée avec Saint-Timothée et Grande-Île) à celui déjà desservi par la Sûreté du Québec, dans la MRC de Beauharnois-Salaberry;
- ATTENDU** que le territoire désormais desservi par la Sûreté du Québec compte une population de 48 592 habitants;
- ATTENDU** qu'à elle seule, la ville de Salaberry-de-Valleyfield compte 40 000 habitants;
- ATTENDU** la configuration géographique du territoire morcelé par le canal de Beauharnois et composé d'une ville-centre, localisée à l'extrémité nord-ouest du territoire;
- ATTENDU** les caractéristiques socioéconomiques particulières de la ville-centre, ayant une incidence sur le nombre de méfaits;
- ATTENDU** la présence sur le territoire de nombreuses industries, dont plusieurs comportant des risques, et de nombreuses autres sources de risque, en matière de sécurité civile;
- ATTENDU** le nombre élevé de crimes contre la personne survenant sur le territoire de la MRC;
- ATTENDU** que le territoire est sillonné par la route 132, reconnue comme un réseau à risque;
- ATTENDU** que le territoire est marqué par la présence de parcs régionaux, de grande superficie et où les méfaits sont en croissance;
- ATTENDU** les nombreuses plaintes reçues relativement à l'absence de visibilité et de présence régulière sur le réseau routier ainsi qu'aux endroits problématiques du territoire;
- ATTENDU** la proposition d'une nouvelle entente relative à la fourniture de services de police dans laquelle les parties doivent s'entendre quant au nombre d'effectifs rattachés au territoire spécifique de la MRC;
- ATTENDU** les priorités en matière de sécurité publique établies en début d'année 2006 par le Comité de Sécurité publique, comme étant *Crimes contre la personne, Réseau cyclable régional et parcs régionaux, Visibilité sur le réseau, Programme cisaille, et Opération poids lourds*;

Résolution numéro 2006-04-15

- 2 -

Le 12 avril 2006

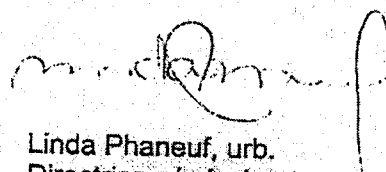
Il est proposé par M. Réjean Beaulieu, appuyé par M. Denis Lapointe, et unanimement résolu, que le Comité de Sécurité publique demande à la Sûreté du Québec d'augmenter de façon substantielle les effectifs assignés au territoire de la MRC de Beauharnois-Salaberry.

Que l'avis de la MRC relativement à la signature d'une nouvelle entente de services soit adopté et déposé à la Sûreté du Québec.

De demander au Conseil de la MRC de Beauharnois-Salaberry de signifier à la Sûreté du Québec ses attentes conformément à celles signifiées par le Comité de Sécurité publique.

ADOPTÉ

Copie Certifiée Conforme
À Beauharnois, Québec
Le 10 mai 2006



Linda Phaneuf, urb.
Directrice générale et
Secrétaire-trésorière



M.R.C. de
Beauharnois-
Salaberry

Extrait du livre des délibérations d'une séance régulière du Conseil de la Municipalité régionale de Comté de Beauharnois-Salaberry tenue le 19 avril 2006.

Présents : M. Yves Daoust, préfet et maire de Saint-Louis-de-Gonzague
M. Daniel Charlebois, préfet-suppléant et maire de Beauharnois
M. François Candau, maire de Sainte-Martine
M. Gilles Boulé, maire de Saint-Stanislas-de-Kostka
M. Réjean Beaulieu, maire de Saint-Urbain-Premier
M. Denis Lapointe, maire de Salaberry-de-Valleyfield
Formant quorum

Absent : M. Gaétan Ménard, maire de Saint-Étienne-de-Beauharnois

Résolution numéro 2006-04-64

**ENTENTE DE FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC –
DEMANDE D'AUGMENTATION DES EFFECTIFS**

ATTENDU la signature de l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec, en mars 1999, pour une partie du territoire de la MRC de Beauharnois-Salaberry; les municipalités couvertes étant, à l'époque, celles de Maple Grove, Sainte-Martine, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Paul-de-Châteauguay, Saint-Stanislas-de-Kostka et Saint-Urbain-Premier;

ATTENDU l'intégration, en octobre 2003, du territoire de la ville de Salaberry-de-Valleyfield (regroupée avec Saint-Timothée et Grande-Île) à celui déjà desservi par la Sûreté du Québec, dans la MRC de Beauharnois-Salaberry;

ATTENDU que le territoire désormais desservi par la Sûreté du Québec compte une population de 48 592 habitants;

ATTENDU qu'à elle seule, la ville de Salaberry-de-Valleyfield compte 40 000 habitants;

ATTENDU la configuration géographique du territoire morcelé par le canal de Beauharnois et composé d'une ville-centre, localisée à l'extrémité nord-ouest du territoire;

ATTENDU les caractéristiques socioéconomiques particulières de la ville-centre, ayant une incidence sur le nombre de méfaits;

ATTENDU la présence sur le territoire de nombreuses industries, dont plusieurs comportant des risques, et de nombreuses autres sources de risque, en matière de sécurité civile;

ATTENDU le nombre élevé de crimes contre la personne survenant sur le territoire de la MRC;

ATTENDU que le territoire est sillonné par la route 132, reconnue comme un réseau à risque;

ATTENDU que le territoire est marqué par la présence de parcs régionaux, de grande superficie et où les méfaits sont en croissance;

ATTENDU les nombreuses plaintes reçues relativement à l'absence de visibilité et de présence régulière sur le réseau routier ainsi qu'aux endroits problématiques du territoire;

ATTENDU la proposition d'une nouvelle entente relative à la fourniture de services de police dans laquelle les parties doivent s'entendre quant au nombre d'effectifs rattachés au territoire spécifique de la MRC;

ATTENDU les priorités en matière de sécurité publique établies en début d'année 2006 par le Comité de Sécurité publique, comme étant *Crimes contre la personne, Réseau cyclable régional et parcs régionaux, Visibilité sur le réseau, Programme cisaille et Opération poids lourds*;

ATTENDU la résolution numéro 2006-04-15 du Comité de Sécurité publique adoptée à la séance du 12 avril dernier, revendiquant à la Sûreté du Québec une augmentation des effectifs assignés au territoire de la MRC;

En conséquence,

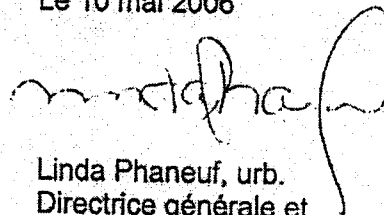
Il est proposé par M. François Candau
Appuyé par M. Denis Lapointe
Et unanimement résolu

De demander à la Sûreté du Québec d'augmenter de façon substantielle les effectifs assignés au territoire de la MRC de Beauharnois-Salaberry.

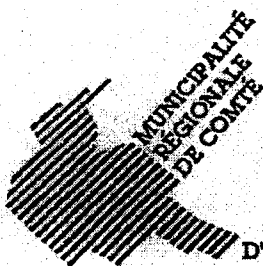
Que l'avis de la MRC relativement à la signature d'une nouvelle entente de services soit adopté et déposé à la Sûreté du Québec.

ADOPTÉ

Copie Certifiée Conforme
À Beauharnois, Québec
Le 10 mai 2006



Linda Phaneuf, urb.
Directrice générale et
Secrétaire-trésorière



D'ARTHABASKA

40, route de la Grande-Ligne
Victoriaville (Québec) G6P 6R9
Tél. : (819) 752-2444
Télec. : (819) 752-3623
mrc.arthabaska@videotron.ca
www.regiondesboisfrancs.com

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une session ordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska tenue le 19 avril 2006 à 20 h, en la salle des délibérations de l'hôtel de ville de Victoriaville, à Victoriaville.

SONT PRÉSENTS

Saints-Martyrs-Canadiens
Ham-Nord
Notre-Dame-de-Ham
Saint-Rémi-de-Tingwick
Tingwick
Chesterville
Chester-Est
Chester-Est
Saint-Norbert-d'Arthabaska
Norbertville
Saint-Christophe-d'Arthabaska
Warwick
Saint-Albert
Sainte-Élizabéth-de-Warwick
Kingsey Falls
Sainte-Séraphine
Sainte-Clotilde-de-Horton
Saint-Samuel
Saint-Valère
Saint-Rosaire
Sainte-Anne-du-Sault
Daveluyville
Saint-Louis-de-Blandford

M. André HENRI
M. François MARCOTTE
M. Gilles PÉPIN
M. Jacques FRÉCHETTE
M. Paul-Émile SIMONEAU
M. Jean GAUTHIER
M. Lionel FRÉCHETTE
M. Pierre GOULET
M. Alain TOURIGNY
M. Richard GAMACHE
Mme Clémence Le MAY
M. Claude DESROCHERS
M. Justin CHABOT
M. Christian MARTEL
Mme Micheline P.-LAMPRON
M. Alphonse LAMPRON
Mme Marie DÉSILETS
M. René MONGRAIN
Mme Thérèse DOMINGUE
M. Yvan GODIN
M. Jean-Claude BOURASSA
M. Normand BEAUDOIN
M. Gilles MARCHAND

SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS

M. Denis OUELLETTE
M. Francis CROTEAU

Responsable de l'aménagement
Chargé de projets

Au moins un tiers des membres étant présents et représentant la moitié des voix, le préfet déclare la présente session dûment convoquée et légalement tenue.

Le préfet M. Lionel FRÉCHETTE préside la session; le directeur général et secrétaire-trésorier de la MRC d'Arthabaska, M^{re} Gilles GAGNON, agit comme secrétaire de l'assemblée.

...

Bois-Francs
vous invitent...

Sur proposition de M. Claude DESROCHERS, il est unanimement résolu :

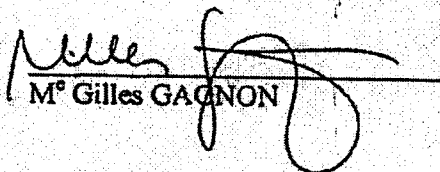
QUE la MRC d'Arthabaska demande au Syndicat des policiers de la Sûreté du Québec de surseoir aux moyens de pression exercés par ses membres en lien avec la sécurité routière afin de favoriser la sécurité des utilisateurs et utilisatrices du réseau routier;

QUE copie de cette résolution soit transmise au ministre de la Sécurité publique, à l'Union des Municipalités du Québec, à la Fédération québécoise des municipalités du Québec, au directeur général du Quartier général de la Sûreté du Québec, au Commandant du district de la Mauricie et du Centre-du-Québec, de même qu'aux députés agissant sur le territoire de la MRC d'Arthabaska et aux MRC du Centre-du-Québec.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

ce 1^{er} mai 2006

Le secrétaire-trésorier,


M^{re} Gilles GAGNON

53

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

RÉUNION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

TENUE LE 24 AVRIL 2006

À LA MRC DE ROUVILLE

Membres votants : Mme Susie Dubois, préfet et maire de Rougemont, MM. Yvon Boucher, maire de Saint-Césaire, Martial Gousy, maire de Saint-Paul-d'Abbotsford, Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, et Michel Picotte, maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir.

Membre votant absent : M. Michel Marchand, maire de Marieville.

Membre non votant : M. Gilles Belval, lieutenant et directeur du poste de la Sûreté du Québec de la MRC de Rouville.

Invitée présente : Mme Marie-Claire Pelletier, maire suppléant de Marieville.

Les membres présents du Comité de sécurité publique forment le quorum sous la présidence de M. Rosaire Houle, alors que le secrétaire-trésorier de la MRC de Rouville, M. Rosaire Marcil, agit à titre de secrétaire de la présente réunion du comité.

Résolution CSP06-04-160

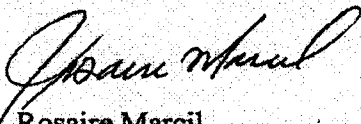
Nomination du président du comité

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la nomination d'un président du Comité de sécurité publique, conformément à l'article 8 du *Règlement numéro 174-02 créant le comité de comité de sécurité publique de la MRC de Rouville*;

En conséquence, il est proposé par M. Yvon Boucher, appuyé par M. Michel Picotte et résolu de nommer M. Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, au poste de président du Comité de sécurité publique de la MRC de Rouville pour un mandat d'un an se terminant vers le mois d'avril 2007.

Adoptée

Copie certifiée conforme
ce 15 mai 2006



Rosaire Marcil
Secrétaire-trésorier et
Directeur général



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE BEAUCE-SARTIGAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

Procès-verbal d'une séance régulière du conseil de la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan tenue à Ville Saint-Georges, au centre administratif de la MRC, le 26 avril 2006. Sont présents :

M. Normand Roy	✓ Saint-Éphrem-de-Beauce	Absent	Saint-Gédéon-de-Beauce
M. Gaétan Bégin	✓ Saint-Évariste-de-Forsyth	M. Marc Nadeau	✓ Saint-Philibert
M. Herman Bolduc	Saint-Honoré-de-Shenley	M. Léonide Grenier	✓ Saint-Benoît-Labre
M. Renaud Tanguay	✓ Saint-Hilaire-de-Dorset	M. Viateur Boucher	✓ Notre-Dame-des-Pins
M. Jean Perron	Saint-Georges	M. Gabriel Giguère	✓ Saint-Côme-Linière
M. Martin Busque	Saint-Simon-les-Mines	M. Ghislain Plante	✓ La Guadeloupe
M. Claude Lemieux	Lac-Poulin	M. Roland Boucher	✓ Saint-Théophile
M. Elzéar Dupuis	Saint-René	M. Jean-Marc Paquet	✓ Saint-Martin

Sous la présidence de Monsieur Luc Lemieux, maire de la Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce et préfet de la MRC. Monsieur Claude Poulin, directeur général et secrétaire-trésorier est également présent.

RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC

Résolution no. 2006-04-072

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC par la résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité des citoyens de notre MRC;

Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC;

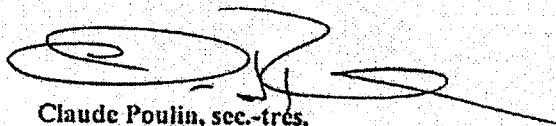
Attendu que la facturation des services policiers aux municipalités n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

Attendu que dans l'éventualité où cette situation n'est pas corrigée rapidement, notre MRC envisage de dénoncer, pour non-respect de celle-ci, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

Il est proposé par Monsieur Marc Nadeau, secondé par Monsieur Roland Boucher et résolu unanimement:

- de demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et, par le fait même, le droit de la population à des services pour lesquels elle paie;
- que copie de cette résolution soit envoyée aux municipalités de notre MRC pour appui, à la députée provinciale madame Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale, monsieur Jacques Ayotte, ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



Claude Poulin, sec.-trés.
MRC de Beauce-Sartigan
Le 2 mai 2006

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉVARISTE-DE-FORSYTH

495, rue Principale
Saint-Évariste-de-Forsyth
G0M 1S0
Tél.: (418) 459-6488
Télec.: (418) 459-6268

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE BEAUCE-SARTIGAN

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉVARISTE-DE-FORSYTH

PROCÈS-VERBAL d'une session ordinaire du Conseil Municipal de
Saint-Évariste-de-Forsyth tenue au lieu ordinaire des sessions du dit Conseil
lundi le 1^{er} mai 2006 à 19.30 heures. Et sont présents:

Martine Giguère	Paulette Lessard
Germain Paquet	Joël Jacques absent
Carole Rouleau	Marie-Claude Beaudry

Formant quorum sous la présidence du maire Gaétan Bégin.
Claude Poulin, directeur général est aussi présent.
Yvan Beaudoin, inspecteur municipal est aussi présent.

1^{er} mai 06-7

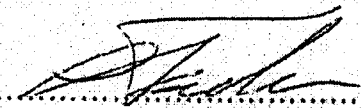
**RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À
L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC**

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été démontré par
notre MRC dans sa résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier
et transmise aux instances concernées;
Attendu que depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un
autre policier;
Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont
pas été remplacés;
Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos
citoyens;
Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (
nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente
conclue avec notre MRC et pour lesquels nos contribuables paient à même leur
compte de taxes municipales;
Attendu que la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et
ne sera sûrement pas ajusté à la baisse pour tenir compte de cette réduction de
service;
Attendu que la MRC Beauce-Sartigan envisage de dénoncer, pour cause de
non-respect, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;
En conséquence
Il est proposé par Paulette Lessard et résolu que la municipalité dénonce le
non-respect des clauses de l'entente signée avec la MRC Beauce-Sartigan;
De signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente
concernant les effectifs policiers en service met en péril la sécurité de nos
citoyens;
De demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre
d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de
notre municipalité paient via leurs taxes municipales;
D'envoyer une copie de cette résolution à la députée provinciale madame Diane
Leblanc, au ministre de la Sécurité publique monsieur Jacques Dupuis, au
commandant du district de la Capitale nationale monsieur Jacques Amyot ainsi
qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

ADOpte UNANIMEMENT

**SIGNÉ : GAÉTAN BÉGIN MAIRE
CLAUDE POULIN DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Vraie copie conforme

.....

CLAUDE POULIN DIRECTEUR GÉNÉRAL

Municipalité St-Côme-Linière

Extrait du procès-verbal ou copie de résolution du 1^{er} mai 2006

À l'assemblée régulière du Conseil de la Municipalité de St-Côme-Linière le 1^{er} mai 2006 et à laquelle étaient présents le maire, M. Gabriel Giguère et les conseillers suivants : M. Urgel Bergeron, M. Alain Toulouse, M. Marcel Loignon, M. Sylvain Morin, M. Louis-André Poulin, M. Gaston Fortier;
Le secrétaire-trésorier, M. Yvan Bélanger.

Résolution 06-05-098

RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC

ATTENDU que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC dans sa résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

ATTENDU que depuis ce temps, les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

ATTENDU que présentement, 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

ATTENDU que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos citoyens;

ATTENDU que présentement, la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC et pour lesquels nos contribuables paient à même leur compte de taxes municipales;

ATTENDU que la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

ATTENDU que la MRC Beauce-Sartigan envisage de dénoncer, pour cause de non-respect, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE,

II EST PROPOSÉ PAR LOUIS-ANDRÉ POULIN

SECONDÉ PAR ALAIN TOULOUSE

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

DE dénoncer le non-respect des clauses de l'entente signée avec la MRC Beauce-Sartigan;

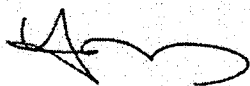
DE signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente concernant les effectifs policiers en service met en péril la sécurité de nos citoyens;

DE demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de notre municipalité paient via leurs taxes municipales;

D'envoyer une copie de cette résolution à la députée provinciale, madame Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale, monsieur Jacques Amyot, ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

ADOPTÉE

Extrait certifié conforme ce 3^e jour de mai 2006.



Yvan Bélanger
Secrétaire-trésorier

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL, OU COPIE DE RÉOLUTION

MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARTIN, BEAUCE

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-MARTIN, LORS D'UNE SESSION RÉGULIÈRE DU CONSEIL TENUE LUNDI LE 1^{ER} MAI 2006 À 20 HRES, À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS: MONSIEUR JEAN-MARC PAQUET, MAIRE,

ET LES CONSEILLERS: YOLANDE FAULKNER, CÉCILE CHAMPAGNE, DANIELLE QUIRION, ÉRIC GIGUÈRE, ROBERT JOLY AINSI QUE NORMAND THÉRIAULT.
FORMANT QUORUM.

RE: 81-05-2006 : RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES**POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC**

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC dans sa résolution 206-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos citoyens;

Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « J » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC et pour lesquels nos contribuables paient à même leur compte de taxes municipales;

Attendu que la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

En conséquence;

Il est proposé par: Yolande Faulkner

Appuyé par: Danielle Quirion

Et résolu à l'unanimité,

De dénoncer le non-respect des clauses de l'entente signée avec la MRC Beauce-Sartigan;

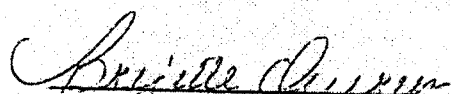
De signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente concernant les effectifs policiers en service met en péril la sécurité de nos citoyens;

De demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de notre municipalité paient via leurs taxes municipales;

D'envoyer une copie de cette résolution à la députée provinciale Madame Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique Monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale Nationale Monsieur Jacques Amyot ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, Monsieur Michel Pelchat.

Adoptée

EXTRAIT CONFORME CERTIFIÉ
CE 2E JOUR DE MAI 2006


SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE



MUNICIPALITÉ DE
SAINT-BENOÎT-LABRE

SESSION RÉGULIÈRE LUNDI LE 1 MAI 2006

À une session régulière du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Benoît-Labre, lundi le 1 mai 2006 à 19h30, à la salle de l'hôtel de ville, à Saint-Benoît-Labre.

Étaient présents : Éric Rouillard, Jimmy Laflamme, Paul Veilleux, Marc Cloutier, Yves Boucher, Marco Marois, sous la présidence du maire Léonide Grenier. Gaétane Vallée, directrice générale, secrétaire-trésorière, est aussi présente.

**RÉSOLUTION NO 119178-05-2006 : RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES
POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC**

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC par la résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité des citoyens de notre MRC;

Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC;

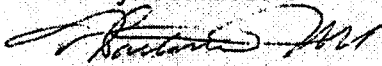
Attendu que la facturation des services policiers aux municipalités n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

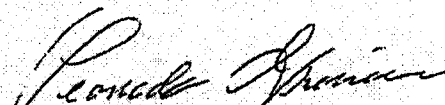
Attendu que dans l'éventualité où cette situation n'est pas corrigée rapidement, notre MRC envisage de dénoncer, pour non-respect de celle-ci, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

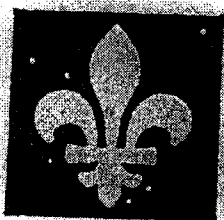
Il est proposé par Éric Rouillard et résolu unanimement:

- de demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et, par le fait même, le droit de la population à des services pour lesquels elle paie.

Copie certifiée conforme
À Saint-Benoît-Labre, Beauce
Ce 4^e jour de mai 2006


Gaétane Vallée, sec.-trés.
Directrice générale


Léonide Grenier, maire



Procès-verbal ☐

Copie de résolution ☒

Le 5 MAI 2006

SAINT HILAIRE DE DORSET

(Nom de la municipalité)

À une session régulière ☒, spéciale ☐, ajournement ☐,

tenu(e) le 1. MAI 2006

et à laquelle est présent son honneur

le maire M. RENAUD TANGUAY

et les conseillers suivants: Lionel Jacques, Francine Fournier
Carole Beaudoin, Michel Breton
Germain Létourneau, Céline Bilodeau

formant quorum sous la présidence du maire.

M. me. Johanne Jacques Secrétaire-trésorier est aussi présent.

RÉSOLUTION NO : 01.05.00.51

OBJET : RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À
L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE M.R.C.

ATTENDU QUE le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre M.R.C.
dans sa résolution 2006-02-029 qui fut adopté le 22 février dernier et transmise
aux instances concernées;

ATTENDU QUE depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

ATTENDU QUE présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

ATTENDU QUE cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos citoyens;

ATTENDU QUE présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers)
de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre M.R.C.
et pour les quels nos contribuables paient à même leur compte de taxes municipales;

ATTENDU QUE la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et ne sera
sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

ATTENDU QUE la M.R.C. Beauce-Sartigan envisage de dénoncer, pour cause de non-respect,
l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR : Michel Breton

ET APPUYÉ PAR : Francine Fournier

et résolu à l'unanimité

DE dénoncer le non-respect des clauses de l'entente signée avec la M.R.C. de Beauce-Sartigan ;

DE signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente concernant les effectifs
policiers en service met en péril la sécurité de nos citoyens;

DE demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en
service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de notre municipalité paient via leurs taxes
municipales;

D'envoyer une copie de cette résolution à la députée provinciale madame Diane Leblanc, au ministre
de la Sécurité publique monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale
nationale

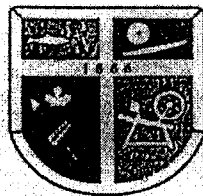
monsieur Jacques Ayotte ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

ADOPTÉ

COPIE CONFORME

CE 5 MAI 2005

Johanne Jacques
Johanne Jacques, dir. gén. sec. très.
Mun. St-Hilaire de Dorset



Municipalité de Saint-Théophile

**SESSION RÉGULIÈRE DU CONSEIL TENUE AUX LIEU ET HEURE HABITUELS
DES SESSIONS DU CONSEIL LE**

02 MAI 2006 sont présents Messieurs les conseillers suivants: Étienne Bédard, Mario Lefebvre, André Poulin, Mathieu Poulin, René Paquet, Ghyslain Faucher; tous formant quorum pour cette session tenue sous la présidence de Monsieur le maire Roland Boucher.

Paula Lacoursière, directrice générale et secrétaire-trésorière est présente.

RÉSOLUTION 2006- 94 : RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC par la résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité des citoyens de notre MRC;

Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC;

Attendu que la facturation des services policiers aux municipalités n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

Attendu que dans l'éventualité où cette situation n'est pas corrigée rapidement, notre MRC envisage de dénoncer, pour non-respect de celle-ci, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

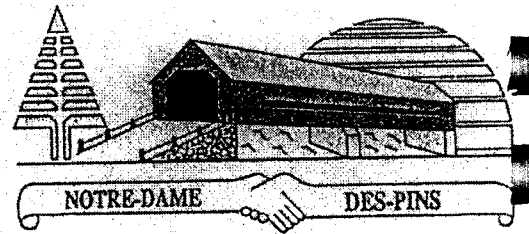
Il est proposé par Monsieur Mario Lefebvre, secondé par Monsieur René Paquet et résolu unanimement:

- 63
- de demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et, par le fait même, le droit de la population à des services pour lesquels elle paie;
 - que notre municipalité appuie la démarche entreprise par la MRC de Beauce-sartigan et que copie de cette résolution soit envoyée pour appui, à la députée provinciale madame Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale, monsieur Jacques Amyot, ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

ADOPTÉE.

COPIE CONFORME D'UN EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS
DONNÉE CE 04 Mai 2006

Paula Lacoursière, d./s.t



COPIE DE RÉSOLUTION

À LA SÉANCE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DES-PINS TENUE
LE 2 MAI 2006 ET À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS LES CONSEILLERS SUIVANTS:

RENALD BUSQUE
LYNE BOURQUE
DANIEL FORTIN

JEANNOT POMERLEAU
STÉPHANE AUCLAIR
MARC GRENIER

TOUS FORMANT QUORUM ET SIÉGEANT SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR LE
MAIRE VIATEUR BOUCHER

IL A ÉTÉ ADOPTÉ:

RÉSOLUTION 112-05-2006

DEMANDE À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC:

ATTENDU QUE le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC dans sa résolution 2006-02-029, qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

ATTENDU QUE, depuis ce temps, les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

ATTENDU QU'actuellement, 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

ATTENDU QUE présentement, la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « J » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC et pour lesquels nos contribuables paient à même leur compte de taxes municipales;

ATTENDU QUE la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

ATTENDU QUE la MRC Beauce-Sartigan envisage de dénoncer, pour cause de non-respect, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos citoyens;

ATTENDU QUE le maire, M. Viateur Boucher, a fait lui-même 2 démarches auprès de la Sûreté du Québec, pour obtenir les services d'une patrouille en deux endroits particulièrement dangereux pour les enfants, suite aux plaintes reçues de plusieurs citoyens;

ATTENDU QU'aucune intervention de la Sûreté n'a été menée à cet effet;

IL EST PROPOSÉ PAR LYNE BOURQUE,

SECONDÉ PAR MARC GRENIER

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS :

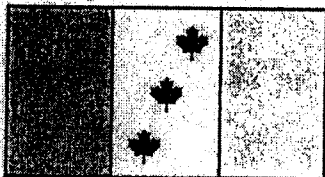
- de dénoncer le non-respect des clauses de l'entente signée avec la MRC de Beauce-Sartigan;
- de signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente concernant les effectifs policiers en service met en péril la sécurité de nos citoyens;
- d'aviser les instances concernées que, celles-ci ayant été averties des situations dangereuses sur notre territoire, elles seront tenues responsables s'il advenait un incident/accident dans les secteurs visés;
- de demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de notre municipalité paient via leurs taxes municipales;
- d'aviser que la municipalité coupera les paiements prévus au ministère de la Sécurité publique pour tenir compte du manque d'effectifs versus ce qui a été facturé pour les effectifs prévus;
- d'envoyer une copie de cette résolution
 - à la députée provinciale madame Diane Leblanc
 - au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques Dupuis
 - au commandant du district de la Capitale nationale monsieur Jacques Ayotte
 - ainsi qu'au directeur de poste de Beauce-Sartigan, monsieur Michel Pelchat

Copie certifiée conforme

ce

15/05/2006

G. Leblanc



Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE BEAUCE-SARTIGAN
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉPHREM-DE-BEAUCE

EXTRAIT DU RÉGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

À une séance régulière du Conseil de la Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce, tenue au Pivotal des services populaires, le mardi 2 mai 2006 à 19h30.

ÉTAIENT PRÉSENTS M.M.: Céline Marois – Michel Quirion – Camille Couture
André Longchamps – Gaétan Lessard – Normand Roy

formant quorum sous la présidence de Monsieur Luc Lemieux, maire.

Madame Charlotte Poulin, directrice-générale/secrétaire-trésorière est aussi présente.

RÉSOLUTION NUMÉRO 2006-05-112

RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC dans sa résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps, les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers, sur un total de 24, sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos citoyens;

Attendu que, présentement, la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa « j » de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC, pour lesquels nos contribuables paient à même leur compte de taxes municipales;

Attendu que la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

Attendu que la MRC Beauce-Sartigan envisage de dénoncer, pour cause de non-respect, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

PROPOSÉ PAR MONSIEUR Normand Roy
SECONDÉ PAR MONSIEUR Gaétan Lessard
ET RÉSOLU UNANIMEMENT

- de dénoncer le non-respect des clauses de l'entente signée avec la MRC Beauce-Sartigan
- de signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente concernant les effectifs policiers en services met en péril la sécurité de nos citoyens
- de demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de notre municipalité paient via leurs taxes municipales;
- d'envoyer une copie de cette résolution à la députée provinciale madame Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique monsieur Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale monsieur Jacques Amyot ainsi qu'au directeur du poste de Beauce Sartigan, monsieur Michel Pelchat.

Copie certifiée conforme ce 8^{ième} jour du mois de mai 2006
Aux Minutes de la Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce

Par :


Charlotte Poulin

Directrice générale/secrétaire-trésorière

C.C. : MRC de Beauce Sartigan



MUNICIPALITÉ DE
LA GUADELOUPE

PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE BEAUCE-SARTIGAN
MUNICIPALITÉ DE LA GUADELOUPE

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL ou COPIE DE RÉSOLUTION

Session ordinaire du conseil de la municipalité de La Guadeloupe, tenue à l'hôtel de ville de La Guadeloupe, ce lundi huitième (8^{ième}) jour de mai 2006 à 20 h.

Sont présents à cette session :

Siège # 1 M. Lise Roy	Siège # 2 M. Richard Morin
Siège # 3 M. Normand Pouliot	Siège # 4 M. Paul Joly
Siège # 5	Siège # 6 M. Richard Fluet

tous formant quorum sous la présidence du pro-maire, M. Ghislain Plante

Mme Nathalie Gagnon, directrice générale et secrétaire-trésorière par intérim, assiste également à cette session.

il a été adopté ou décidé ce qui suit :

Résolution no 2006-05-182

8.4 - RESPECT DES EFFECTIFS ET SERVICES POLICIERS PRÉVUS À L'ENTENTE SIGNÉE AVEC NOTRE MRC :

Attendu que le non-respect du nombre d'effectifs policiers a été dénoncé par notre MRC dans sa résolution 2006-02-029 qui fut adoptée le 22 février dernier et transmise aux instances concernées;

Attendu que depuis ce temps, les effectifs disponibles ont été amputés d'un autre policier;

Attendu que présentement 5 policiers sur un total de 24 sont absents et n'ont pas été remplacés;

Attendu que cette situation cause un préjudice sérieux à la sécurité de nos citoyens;

Attendu que présentement la Sûreté du Québec ne respecte pas l'article 6 (nombre de policiers) de même que l'alinéa «j» de l'article 7 de l'entente conclue avec notre MRC et pour lesquels nos contribuables paient à même leur compte de taxes municipales;

-2-

Attendu que la facturation des services policiers à notre municipalité n'a pas et ne sera sûrement pas ajustée à la baisse pour tenir compte de cette réduction de service;

Attendu que la MRC de Beauce-Sartigan envisage de dénoncer, pour cause de non-respect, l'entente qu'elle a signée avec la Sûreté du Québec;

2006-
05-182

En conséquence,

Il est proposé par M. Richard Fluet, appuyé par M. Richard Morin et résolu unanimement de dénoncer le non-respect des clauses de l'entente signée avec la MRC Beauce-Sartigan;

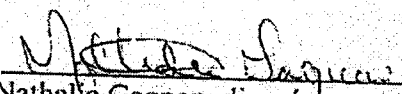
De signifier aux instances concernées que ce non-respect de l'entente concernant les effectifs policiers en service met en péril la sécurité de nos citoyens;

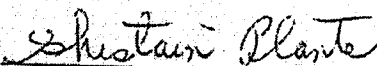
De demander des mesures correctives immédiates visant à assurer le nombre d'effectifs policiers en service prévu à l'entente et pour lesquels les citoyens de notre municipalité paient via leurs taxes municipales;

D'envoyer une copie de cette résolution à la députée provinciale Mme Diane Leblanc, au ministre de la Sécurité publique M. Jacques Dupuis, au commandant du district de la Capitale nationale M. Jacques Ayotte ainsi qu'au directeur du poste de Beauce-Sartigan, M. Michel Pelchat.

Adoptée unanimement.

Copie certifiée ce dixième (10^{ième}) jour de mai 2006.


Nathalie Gagnon, dir. gén.
et sec.-trés. par intérim


Ghislain Plante, pro-maire

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MANICOUAGAN, tenue le mercredi 10 mai 2006 à 15 h 05, à l'hôtel de ville de Chute-aux-Outardes, au 2, rue de l'École

SONT PRÉSENTS :

M. Georges-Henri Gagné	Préfet
M. Ivo Di Piazza	Maire de Baie-Comeau et préfet suppléant
M. Marcel Poulin	Maire de Baie-Trinité
M. Michel Lévesque	Maire de Franquelin
M. Patrick Larocque	Maire de Godbout
M ^{me} Arlette Girard	Mairesse de Chute-aux-Outardes
M ^{me} Louise Durand	Mairesse de Pointe-aux-Outardes
M. Ghislain Beaudin	Maire de Pointe-Lebel
M. Claude Lavoie	Représentant de Ragueneau
M ^{me} Patricia Huet	Directrice générale et secrétaire-trésorière

RÉSOLUTION 2006-124

**SÉCURITÉ PUBLIQUE - DEMANDE D'UN RÈGLEMENT
DANS LES MEILLEURS DÉLAIS DE LA CONVENTION
COLLECTIVE DES AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

CONSIDÉRANT

que les agents de la Sûreté du Québec négocient présentement avec le gouvernement du Québec le renouvellement de leur convention collective;

CONSIDÉRANT

que dans le cadre de ces négociations, les agents de la Sûreté du Québec, en l'absence d'un droit de grève, exercent depuis près d'un an des moyens de pression, tels le port d'une tenue vestimentaire non conforme ou inhabituelle, l'arrêt de la signification des constats d'infraction, la réduction des constats émis, etc.;

CONSIDÉRANT

que l'exercice par les agents de la Sûreté du Québec de tels moyens de pression génère une dégradation inacceptable des conditions de sécurité du public, notamment des problèmes de vitesse excessive sur l'ensemble du réseau routier municipal, la présence de véhicules tout-terrain sur ledit réseau, ainsi que des impacts financiers importants pour les cours municipales en terme de perte de revenus et de dépenses additionnelles pour la signification des constats d'infractions;

CONSIDÉRANT

que les municipalités du territoire de la MRC de Manicouagan sont des partenaires financiers en contribuant pour plus de 60 % pour les services de la Sûreté du Québec;

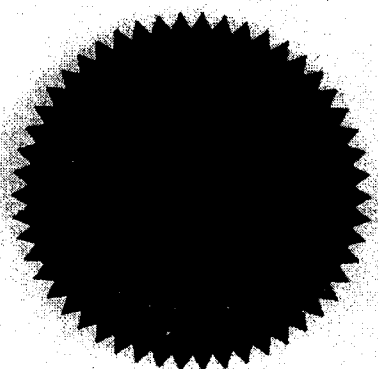
Sur motion de madame Arlette Girard, il est proposé et unanimement résolu :

Que le conseil de la MRC requiert du gouvernement du Québec et du ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, un règlement dans le meilleur délai dans le dossier du renouvellement de la convention collective des agents de la Sûreté du Québec;

Qu'il est également résolu de transmettre cette résolution au commandant du district de Baie-Comeau de la Sûreté du Québec, M. Pierre Pinel, aux municipalités de la MRC desservies par la SQ, à la Fédération québécoise des municipalités et à l'Union des municipalités du Québec.

Je, soussignée, Patricia Huet, directrice générale et secrétaire-trésorière, certifie que la présente résolution a été adoptée à une session régulière de la Municipalité régionale de comté de Manicouagan, tenue le mercredi 10 mai 2006, à laquelle il y avait quorum.

Baie-Comeau, ce 15^{ième} jour du mois de mai deux mille six.



COPIE CERTIFIÉE CONFORME :

Patricia Huet
Directrice générale et secrétaire-trésorière

70

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA
MRC DE MANICOUAGAN, tenue le vendredi 9 juin 2006, à 9 h 10, au 1010, rue Mingan à
Baie-Comeau**

SONT PRÉSENTS :

M. Georges-Henri Gagné	Préfet et président du comité de sécurité publique
M. Ivo Di Piazza	Préfet suppléant et maire de Baie-Comeau
M. Jean Thériault	Représentant de la Ville de Baie-Comeau
M. Gilles Dubuc	Représentant de Baie-Trinité
M. Michel Lévesque	Maire de Franquelin
M ^{me} Arlette Girard	Mairesse de Chute-aux-Outardes
M. François Leblanc	Directeur de poste par intérim, SQ

Personne ressource :

M^{me} Patricia Huet Secrétaire du comité

SONT ABSENTS :

M. Pierre Pinel	Commandant, SQ
M. Pierre Simard	Chef (intérimaire) bureau de la surveillance Côte-Nord
M ^{me} Christine Brisson	Représentante de la Ville de Baie-Comeau

1- OUVERTURE DE LA RÉUNION

Monsieur Georges-Henri Gagné, préfet et président du Comité de sécurité publique, souhaite la bienvenue à tous et déclare la réunion ouverte à 9 h 10 où le quorum est constaté.

2- LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Résolution 2006-06-01

Il est proposé par monsieur Michel Lévesque et unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour présenté en ajoutant aux affaires nouvelles :

- A) Négociations S.Q. – Entente de principe
- B) Placement de Josée Langlois

3- ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 31 MARS 2006

Résolution 2006-06-02

Il est proposé par madame Arlette Girard et unanimement résolu d'adopter le compte rendu de la réunion du 31 mars 2006 tel que présenté.

Un suivi est apporté au point 5 dudit compte rendu du 31 mars 2006 par le lieutenant Leblanc à l'effet que tous les partenaires de l'ESSB se réuniront dans la semaine du 12 juin 2006 pour faire le bilan de l'année en cours et préparer la saison scolaire 2006-2007.

- Cinq (5) rencontres du Comité de sécurité publique ont eu lieu ;
- Sept (7) policiers ont quitté, le taux de roulement est approximativement de 15 % ;
- Les effectifs sont de 52 actuellement, donc 3 en surplus ;
- Les deux (2) VTT ont été livrés au poste MRC.

SUIVI DES PRIORITÉS

A) Quad et motoneiges

- 287 heures y ont été consacrées sur un objectif de 260 heures
32 opérations de surveillance ont été réalisées alors que les prévisions étaient de 20 opérations
Les activités de prévention ont été au nombre de 7 sur des prévisions de 10 activités. Les statistiques n'ont pas toutes été comptabilisées à cause des moyens de pression.

B) Consommation de drogues

Le programme d'intervention en milieu scolaire (PIMS) donne des résultats intéressants. L'on constate une augmentation de 12 % tant au niveau des heures consacrées que du nombre d'élèves rencontrés. Le nombre d'arrestation au niveau du taxage et violence ainsi que des drogues sont semblables à l'an passé.

C) Activités sociales

26 500 \$ ont été ramassés au profit de différents organismes dans le cadre d'activités parrainées par la SQ.

D) Statistiques

L'on enregistre une diminution de 9 % au niveau des activités criminelles par rapport à l'année précédente. Selon le lieutenant Leblanc, ces statistiques peuvent changer rapidement.

E) Organigramme

Madame Rachelle Caron est retournée aux fonctions qu'elle occupait à l'Unité de soutien à la gendarmerie (U.S.G.) au quartier général. Elle a été remplacée par M. Raymond Picard au poste MRC.

À la demande de M. Georges-Henri Gagné, le rapport annuel sera transmis aux municipalités. M. Ivo Di Piazza veut s'assurer que ce document ne devienne pas public et qu'il demeure un document de travail. M. Leblanc vérifiera de quelle façon ce rapport sera acheminé.
Résolution 2006-06-03

Il est proposé par monsieur Michel Lévesque et unanimement résolu d'accepter le dépôt du rapport annuel d'activités pour la période du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006.

5- ADOPTION DU PLAN D'ORGANISATION POLICIÈRE (P.O.P.)

Résolution 2006-06-04

Il est proposé par monsieur Gilles Dubuc et unanimement résolu d'adopter le Plan d'organisation policière de juin 2006, tel que déposé.

*Extrait de Procès-Verbal**Ou**Copie de résolution****Ville de Saint-Lin-Laurentides***

À la séance spéciale du conseil municipal de la ville de Saint-Lin-Laurentides, tenue le 19 juin 2006 à l'Hôtel de Ville en la salle du conseil et à laquelle sont présents:

M. André Auger, maire
M. Luc Cyr, conseiller au district # 1
M. Raymond Martin, conseiller au district # 2
M. André Malouin, conseiller au district # 3
M. Patrick Massé, conseiller au district # 4
M. Jean-Luc Arène, conseiller au district # 5
M. Pierre Lortie, conseiller district # 6

Tous formant quorum sous la présidence du maire.

M. Richard Dufort, directeur général et greffier est également présent.

382-06-06 APPELS D'URGENCE 911/SERVICE DES INCENDIES

PROPOSÉ PAR : M. Patrick Massé
APPUYÉ PAR : M. André Malouin
ET RÉSOLU : à l'unanimité

Attendu que, lors d'accidents routiers impliquant des blessés, la Centrale des Urgences de Rousseau (9-1-1) communique avec les ambulanciers et avec la Sûreté du Québec, en premier lieu;

Attendu que, suite aux constatations des policiers sur les lieux des accidents, le service des Incendies est appelé par la Centrale des Urgences de Rousseau (9-1-1);

Attendu que cette situation cause un délai important entre le moment de l'accident impliquant des personnes blessées et l'arrivée sur les lieux du service des Incendies;

Attendu qu'il est important que les personnes blessées dans des accidents routiers soient secourues le plus vite possible afin de minimiser la gravité des blessures;

En conséquence, il est proposé par monsieur le conseiller Patrick Massé et appuyé par monsieur le conseiller André Malouin que la ville de Saint-Lin-Laurentides demande à la Centrale des urgences de Rousseau (9-1-1) que, lors d'accidents impliquant des personnes blessées, le service des Incendies soit appelé immédiatement après le secours médical et les policiers afin de raccourcir les délais pouvant augmenter la gravité des blessures des personnes.

Le maire demande le vote. La proposition est adoptée à l'unanimité.

*Copie certifiée conforme au Livre des délibérations
Adoptée à la séance spéciale tenue le 19 juin 2006*

Richard Dufort, directeur général et greffier

Le procès-verbal n'a pas été adopté par le conseil

73

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de l'assemblée régulière de la Municipalité régionale de comté de Pontiac, tenue lundi le 28 août 2006 à compter de 9 heures à Litchfield, sous la présidence du Préfet, Monsieur Michael McCrank.

Comité de la sécurité publique, plan d'organisation policière

C.M. 2006-321

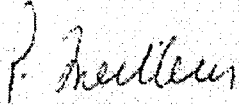
Il est proposé par monsieur Brian Adam et appuyé par monsieur Albert Davis et unanimement résolu d'approuver le plan d'organisation policière.

ADOPTÉE

Certifié copie conforme à l'original

Donné à Litchfield (Québec)

Ce 29^{ième} jour du mois de septembre 2006



Pierrette Meilleur
Secrétaire-trésorière par intérim

PM/ng

Reçu-Commandant 07

09 OCT. 2006



Municipalité régionale de comté de Pontiac

21151^{re} Route 101, Litchfield - Comptoirs Bay (Québec) J0X 1K0 - Tél. (819) 648-5689 Téléc. (819) 648-5810
Courriel: comptoirs@pontiac.qc.ca Internet: www.mrpontiac.qc.ca

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL OU COPIÉ DE RÉSOLUTION

Mardi 29 août 2006 se tient une Assemblée régulière de la Table des MRC de l'Estrée. Participent à cette rencontre :

Sont présents avec droit de vote :

Gérald Boudreau	préfet	MRC de Coaticook
Maurice Bernier	préfet	MRC du Granit
Michel Gendron	préfet	MRC du Haut-Saint-François
Gérald Badger	préfet	MRC du Val-Saint-François

Sont également présents sans droit de vote :

Sylvie Harvey	directrice générale	MRC de Coaticook
Serge Bilodeau	directeur général	MRC du Granit
Guy Jauron	directeur général	MRC de Memphrémagog
Sylvie Lapointe	directrice générale	Ville de Sherbrooke

Monsieur le préfet Maurice Bernier préside l'assemblée.

TME06-08-29-05

LOCALISATION D'UNE CENTRALE D'APPELS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec est à développer un nouveau mode de gestion des appels qui lui sont acheminés;

ATTENDU QUE cet exercice devrait permettre le regroupement de la gestion des appels en 2 centrales qui couvriront l'ensemble du territoire Québécois;

CONSIDÉRANT l'annonce que ces centrales seraient situées en dehors de Montréal et Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Centrale d'appels de la Sûreté du Québec en Estrie a développé une bonne expertise en matière de gestion des appels d'urgence et ce, étant donné qu'elle dessert des municipalités à caractère anglophone et francophone;

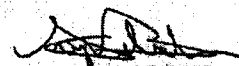
IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU :

QUE la Table des MRC de L'Estrée demande à la Sûreté du Québec d'implanter à Sherbrooke une des 2 centrales de gestion des appels d'urgence.

QU'une copie de la présente demande soit présentée aux Dirigeants de la Sûreté du Québec à Monsieur le ministre de la Sécurité publique et à monsieur Jean Charest, premier ministre et député de la circonscription de Sherbrooke.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CONFORME CERTIFIÉE
CE 22 septembre 2006


SERGE BILODEAU
Secrétaire général



Télécopieur Téléphone
(418) 775-9303 (418) 775-8445

300, avenue du Sanatorium, Mont-Joli (Québec) G5H 1V7

Courriel : mrcmitis@globetrotter.net

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
CONSEIL DES MAIRES DE LA
MRC DE LA MITIS DU 14 AOÛT 2006**

À la séance régulière du conseil des maires de la MRC de La Mitis tenue à 19 h 30, le lundi 11 septembre 2006, à la salle du conseil de la MRC de La Mitis, située au 300, avenue du Sanatorium, à Mont-Joli, il a été résolu :

Tous formant quorum sous la présidence du préfet.

M. Marcel Moreau, secrétaire-trésorier est aussi présent.

Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC

RÉSOLUTION C.M. 06-135

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 70 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police;

CONSIDÉRANT QUE la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 72 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une municipalité locale qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 76 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales situées sur le territoire de la MRC de La Mitis;

CONSIDÉRANT QUE toutes les municipalités ont mandaté la MRC de La Mitis pour discuter et signer en leur nom ladite entente de services;

CONSIDÉRANT la recommandation du comité administratif ainsi que du comité de sécurité publique de signer une nouvelle entente.

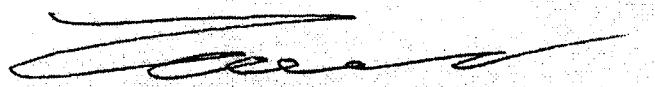
POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par M. Jean Bélanger, appuyé par M. Jean-François Fortin et résolu à l'unanimité des maires :

QUE le préfet, M. Jean-Clément Ouellet et le directeur général et secrétaire-trésorier, M. Marcel Moreau, soient autorisés à signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de La Mitis;

QUE les membres du Conseil de la MRC donnent leur accord aux éléments de contenu dudit protocole.

CERTIFIÉ COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Donné à Mont-Joli, ce 19 septembre 2006


Marcel Moreau
Directeur général et secrétaire-trésorier

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL
OU
COPIE DE RÉOLUTION

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'AVIGNON

À la réunion du conseil des maires, de la Municipalité régionale de comté d'Avignon, tenue à Nouvelle le 12 septembre 2006 à 19 h à laquelle étaient présents :

M. Bertrand Berger, préfet et maire d'Escuminac

et les maires suivants:

M. Guy Gallant, préfet suppléant et maire de St-Alexis-de-Matapédia
M. Jean-Paul Audy, maire de Pointe-à-la-Croix
M. Jean-Eudes Boudreau, représentant de Carleton-sur-Mer
Mme Doris Deschênes, maire de St-André-de-Restigouche
Mme Madeleine Fugère, représentante de Maria
M. Rémi Gallant, maire de L'Ascension-de-Patapédia
M. Roger Gallant, représentant d'Escuminac
M. Luc Leblanc, maire de Nouvelle
M. Ghislain Michaud, maire de St-François d'Assise
M. Louis Michaud, maire de Matapédia
Mme Annette Sénéchal, représentante de Ristigouche Partie Sud-Est

Aussi présent :

M. Gaétan Bernatchez, directeur général et secrétaire-trésorier et aménagiste


Résolution numéro CM-2006-09-12-169 concernant l'entente relative à la fourniture de services de police par la S.Q. sur le territoire des MRC d'Avignon et de Bonaventure

CONSIDÉRANT les articles pertinents de la Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1);

CONSIDÉRANT que, spécifiquement, l'article 76 de la Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1) prévoit qu'une entente est requise afin que la S.Q. desserve les municipalités locales situées sur le territoire de la MRC d'Avignon et de Bonaventure;

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
(sous réserve de son approbation)

Par le directeur général et secrétaire-
trésorier et aménagiste,


Gaétan Bernatchez, B.Sc., B.A.A., g.m.a.

Le 27^e jour du mois de septembre 2006

EN CONSÉQUENCE

Il est PROPOSÉ par : M. Louis Michaud
APPUYÉ par : M. Roger Gallant
et résolu

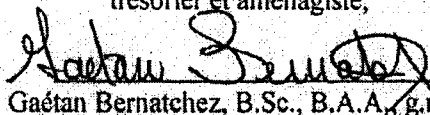
CM-2006-09-12-169

Que la MRC d'Avignon autorise le préfet et le directeur général et secrétaire-trésorier à signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la S.Q. sur le territoire des MRC d'Avignon et de Bonaventure.

ORIGINAL : S.Q. M. Yves Lefebvre

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
(sous réserve de son approbation)

Par le directeur général et secrétaire-
trésorier et aménagiste,


Gaétan Bernatchez, B.Sc., B.A.A., g.m.a.

Le 27^e jour du mois de septembre 2006

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE COMTÉ DES ETCHÉMINS

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS D'UNE SESSION RÉGULIÈRE du
Conseil des maires de la Municipalité Régionale de Comté des Etchemins, tenue le 13
septembre 2006, sous la présidence de Monsieur Hector Provençal, préfet, et à laquelle
sont présents :

Jean-Guy Breton	(Lac-Etchemin)
Mario Pouliot	(Sainte-Aurèle)
Richard Turcotte	(Saint-Benjamin)
Adélard Couture	(Saint-Camille)
Ronald Gosselin	(Saint-Cyprien)
Marcel Morissette	(Sainte-Justine)
Suzanne C. Guenette	(Saint-Louis)
René Leclerc	(Saint-Luc)
Marcel Asselin	(Saint-Magloire)
Raynald Fortin	(Saint-Prosper)
Rock Carrier	(représentant de Sainte-Rose-de-Watford)
Denis Boutin	(Sainte-Sabine)
Daniel Gagné	(Saint-Zacharie)

2006-09-16

Paiement des services de la Sûreté du Québec lors de postes vacants :

CONSIDÉRANT que les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC;

CONSIDÉRANT qu'avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à population plus dense;

CONSIDÉRANT qu'il arrive fréquemment que des postes soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins, privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalité paie;

IL EST PROPOSÉ PAR MONSIEUR LE MAIRE MARIO POULIOT,
APPUYÉ PAR MONSIEUR LE MAIRE RICHARD TURCOTTE
ET RÉSOLU

QU'il soit convenu entre les maires de la MRC que leur municipalité acquitte désormais le coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement en service sur le territoire de la MRC;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à toutes les municipalités du territoire ainsi qu'au comité de sécurité publique de la MRC.

ADOPTÉE UNANIMEMENT.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
À L'ACTE ÉTCHÉMIN (QUÉBEC)
DU 23 SEPTEMBRE 2006

(original signé)

FERNAND HEPPÉL,
Directeur général
et secrétaire-trésorier

79

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE BONAVENTURE**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une réunion du comité administratif de la MRC de Bonaventure tenue le 25 septembre 2006 à 13 heures au bureau de la MRC de Bonaventure sous la présidence du préfet, monsieur Jean-Guy Poirier et à laquelle étaient présents:

Monsieur Serge Arsenault, maire de Bonaventure
Monsieur Damien Arsenault, maire de St-Elzéar
Monsieur Doris Boissonnault, maire de Caplan
Monsieur Pat St-Onge, maire de Cascapédia-St-Jules

ainsi que madame Anne-Marie Flowers, secrétaire-trésorière et monsieur Gaétan Bélair, aménagiste.

RÉSOLUTION 2006-09-126

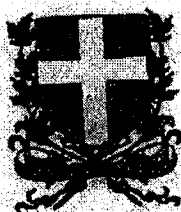
**Signature de l'entente relative à la fourniture de services
de police par la Sûreté du Québec sur le territoire des
MRC**

IL EST PROPOSÉ par le maire Damien Arsenault et résolu à l'unanimité des maires présents que monsieur Jean-Guy Poirier, préfet et madame Anne-Marie Flowers, secrétaire-trésorière soient autorisés à signer le protocole d'entente relativement à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire des MRC.

**CERTIFIÉE
COPIE CONFORME
NEW CARLISLE, CE 26 SEPTEMBRE 2006
(sous réserve de son approbation)**

Anne Marie Flowers

**ANNE-MARIE FLOWERS, g.m.a.
SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE**



10 OCT. 2006

Extrait du procès-verbal ou Copie de Résolution
À la séance régulière du Conseil de la Municipalité de Sainte-Aurèle
02 octobre 2006 et à laquelle étaient présents, son honneur
le maire, Monsieur Mario Pouliot

et les conseillers suivants :

Julie Bélanger
Luc Bélanger
Nicole Lamberl

Éric Rainville
Céline Giguère
Hugo Bélanger

PAIEMENT DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS DE POSTES VACANTS
(RÉSOLUTION 153-10-2006)

CONSIDÉRANT QUE les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC des Etchemins;

CONSIDÉRANT QU'avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à population plus dense;

CONSIDÉRANT QU'il arrive fréquemment que des postes soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins, privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalité paie;

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ par Monsieur Hugo Bélanger
APPUYÉ par Madame Céline Giguère
ET IL EST RÉSOLU unanimement

QUE la Municipalité de Sainte-Aurèle appuie le conseil des maires pour que les municipalités de la MRC des Etchemins acquittent désormais le coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement en services sur le territoire de la MRC.

QUE copie de la présente résolution soit transmise à la MRC des Etchemins, au comité de sécurité publique de la MRC des Etchemins ainsi qu'au Ministre de la Sécurité publique du Québec.

ADOPTÉE

EXTRAIT CONFORME.
CERTIFIÉ CE 04 OCTOBRE 2006

SIGNÉE Sophie Lanthier
Secrétaire-trésorière



EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION MUNICIPALITÉ DE SAINT-MAGLOIRE

À l'assemblée régulière du Conseil de la municipalité de Saint-Magloire, tenue le 2 octobre 2006 et à laquelle étaient présents le maire, M. Marcel Asselin et les conseillers suivants:

Mesdames :	Julie Bortier	Marielle L. Lévesque
Messieurs :	Rosaire Lapointe	Maro-André Lapointe
	Félicien Prévoist	Daniel Thibault

RÉSOLUTION N° 05-10-06

SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS DE POSTES VACANTS

ATTENDU QUE les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de leur MRC;

ATTENDU QUE la MRC des Bichemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec avec 87% de son territoire en forêt, mais elle contribue par ailleurs sur les mêmes bases que les MRC à population plus dense;

ATTENDU QU'il arrive fréquemment que des postes de travail soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Bichemins, privant ainsi la population des services pour lesquels la municipalité paie;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Daniel Thibault,
Appuyé par Maro-André Lapointe,
Et résolu à l'unanimité des conseillers,

DE DEMANDER au Comité de sécurité publique de la MRC des Bichemins de faire tout, dans la mesure du possible, pour s'assurer que les municipalités reçoivent les services qu'elles paient et ont droit;

QUE les municipalités soient avisées si la situation de vacances prolongées de postes perdure à la Sûreté du Québec de Lac-Bichemin.

ADOPTÉE

Copie certifiée conforme donnée à Saint-Magloire,
le 3 octobre 2006.

Francine Chabot
Francine Chabot
Directrice générale/Secrétaire-trésorière



Municipalité de Saint-Luc-de-Bellechasse
230-A, rue Principale,
Saint-Luc-de-Bellechasse
(Québec) G0R 1L0

Téléphone et télécopieur: (418) 636-2176

Extrait du livre de résolutions de la municipalité de Saint-Luc-de-Bellechasse session régulière tenue mercredi le 4 octobre 2006, 19h30 à la salle du Conseil au 115 rue de la Fabrique et à laquelle étaient présents les conseillers :

Jean Hébert
Patrice Perreault

Charles Lagrange
Nicole Bilodeau

Carole Couture
André Turotte

Tous membres du Conseil siégeant sous la présidence de René Leclerc maire.

Objet : Paiement des services de la Sûreté du Québec lors de postes vacants

CONSIDERANT QUE les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC;

CONSIDERANT QU' avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à la population plus dense;

CONSIDERANT QU' il arrive fréquemment que des postes soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins, privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalités paie;

En conséquence
et à l'unanimité des membres du Conseil
il est résolu

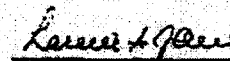
QUE le Conseil municipal de Saint-Luc-de-Bellechasse appuie la décision des maires de la MRC pour que leur municipalité respective acquitte désormais le coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement en service sur le territoire de la MRC;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à la MRC des Etchemins ainsi qu'au comité de sécurité publique de la MRC.

ADOPTÉ

Signé : René Leclerc, maire
Lorette S. Jolin, sec.adj.

Vraie copie certifiée à
Saint-Luc-de-Bellechasse
ce 17 octobre 2006


Lorette S. Jolin
418 636 2176

Rés:#18-10-06



Copie de Résolution
Municipalité de Sainte-Justine



À la session ordinaire du Conseil de
La Municipalité de Sainte-Justine
5 octobre 06
à laquelle étaient présents son honneur
le maire M. Marcel Morissette
et les conseillers:
M. André Ferland
M. Émilien Cayouette
Mme Cécile Veilleux
Mme Linda Gosselin
M. Bernard Poulin
M. Gilles Bizier

CONSIDÉRANT que les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC;

CONSIDÉRANT qu'avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à la population plus dense;

CONSIDÉRANT qu'il arrive fréquemment que des postes soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins, privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalité paie;

Il est proposé par M. Bernard Poulin
Et résolu à l'unanimité :

QU'il soit convenu entre les maires de la MRC que leur municipalité acquitte désormais le coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement en service sur le territoire de la MRC;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à toutes les municipalités du territoire ainsi qu'au comité de sécurité publique de la MRC,

ADOPTÉE

Marcel Morissette
M. Marcel Morissette, maire

Copie certifiée conforme.
Sainte-Justine le 13 octobre 2006

Gilles Vézina
M. GILLES VÉZINA, directeur général et secrétaire-trésorier

COPIE DE RÉSOLUTION

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ZACHARIE

A la session régulière du Conseil de la municipalité de Saint-Zacharie tenue le 6 octobre 2006 et à laquelle étaient présents son honneur le maire M. Daniel Gagné et les conseillers suivants :

M. St-Georges Cloutier
M. Gaëtan Garant
Mme Carmelle Larivière

M. Christian Morin
M. Robert Turgeon
M. Jean-François Fecteau

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Daniel Gagné.

Brigitte Larivière, directrice générale est aussi présente.

Résolution no: 231-10-06: PAIEMENT DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS DE POSTES VACANTS :

CONSIDÉRANT que les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC;

CONSIDÉRANT qu'avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à population plus dense;

CONSIDÉRANT qu'il arrive fréquemment que des postes soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins, privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalité paie;

IL EST PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER Jean-François Fecteau,
APPUYÉ PAR LE CONSEILLER Christian Morin
ET RÉSOLU

QU'il soit convenu que La municipalité de Saint-Zacharie acquitte désormais le coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement en service sur le territoire de la MRC;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à la MRC des Etchemins.


ADOPTÉE UNANIMEMENT.

.../2

/2

Daniel Gagné Maire

Brigitte Larivière Directrice générale

Copie certifiée conforme
Ce 12 octobre 2006

Directrice générale



Municipalité de
Saint-Camille-de-Lellis

RÉSOLUTION
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE
SAINT-CAMILLE-DE-LELLIS

A la session régulière du Conseil de la Municipalité
de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis
tenue le 6e jour de novembre 2006 et à laquelle étaient présents son honneur
le maire M. ADÉLARD COUTURE.

Mme Johanne Faucher;
M. Mario Lapointe;
M. Richard Pouliot;
M. Jocelyn Pouliot;
M. Camille Lamontagne;
M. Serge Boutin;

Tous formant quorum sous la présidence du maire M. Adélarde Couture

Mme Nicole Mathieu, Secrétaire-Trésorière & Directrice Générale est
présente.

CONSIDÉRANT QUE les municipalités paient pour les services de la Sûreté
du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC;

CONSIDÉRANT QU'avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des
Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue
par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à population plus dense;

CONSIDÉRANT QU'il arrive fréquemment que des postes soient vacants
pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins,
privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalité paie;

PAR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR MADAME LA CONSEILLÈRE
JOHANNE FAUCHER, APPLUYÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES
CONSEILLERS QU'il soit convenu que la municipalité acquitte désormais le
coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement
en service sur le territoire de la MRC;

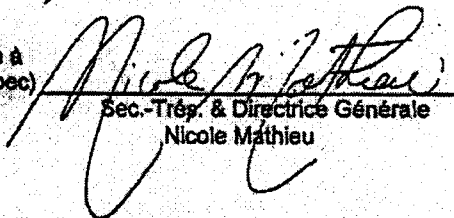
QUE copie de la présente résolution soit transmise à la MRC des Etchemins.

ADOPTÉE,

Résolution 188-11-06


Maire, Adélarde Couture

Vraie copie certifiée conforme à
Saint-Camille-de-Lellis, (Québec)
Ce 8^e jour de décembre 2006


Sec.-Trés. & Directrice Générale
Nicole Mathieu

MUNICIPALITÉ ST-BENJAMIN PROVINCE DE QUÉBEC

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

Extrait du procès-verbal de l'assemblée régulière du conseil de la Municipalité de St-Benjamin, tenue au lieu ordinaire des sessions, lundi le 6 novembre 2006 à 19:00 heures sous la présidence de Monsieur Richard Turcotte, Maire, et à laquelle étaient présents :

Les conseillers :	M. Benoit Shink	M. Régis Turcotte
	M. Yvan Giguère	Mme Tania Boucher
	M. Roger Caron	M. Nicol Rodrigue

RÉSOLUTION #06-173

PAIEMENT DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS DE POSTES VACANTS

CONSIDÉRANT que les municipalités paient pour les services de la Sûreté du Québec en fonction du nombre d'agents affectés au territoire de la MRC :

CONSIDÉRANT qu'avec 87% de son territoire en forêt, la MRC des Etchemins n'abuse pas des services de la Sûreté du Québec, mais contribue par ailleurs sur les mêmes bases que des MRC à

CONSIDÉRANT qu'il arrive fréquemment que des postes soient vacants pour des périodes significatives sur le territoire de la MRC des Etchemins, privant ainsi la population des services pour lesquels leur municipalité paie;

Il est proposé par le conseiller Yvan Giguère;
Et résolu à l'unanimité;

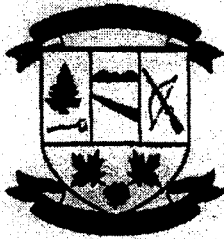
QU'il soit convenu que la Municipalité de St-Benjamin acquitte désormais le coût des services de la Sûreté du Québec en fonction des agents réellement en service sur le territoire de la MRC;

QUE copie de la présente résolution soit transmise au comité de sécurité publique de la MRC.

ADOPTÉE

Copie conforme donnée à St-Benjamin,
ce 21 novembre 2006.

France Veilleux
France Veilleux, Secr.-très.
Directrice générale



Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford
695, rue Carrier, C.P. 39
Sainte-Rose-de-Watford, QC G0R 4G0

COPIE DE PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION RÉGULIÈRE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 08 NOVEMBRE 2006, À 19 HEURES 30 À L'ENDROIT ORDINAIRE, SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR HECTOR PROVENÇAL MAIRE, ET À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS LES CONSEILLERS SUIVANTS :

Madame Lisette Côté Gagnon
Madame Isabelle Pruneau
Monsieur André Loubier
Monsieur Mario Provençal
Monsieur Rock Carrier
Monsieur Richard Fauchon

Les membres présents forment le quorum. Madame Linda Gilbert, Secrétaire-trésorière adjointe, agit comme secrétaire. Madame Lyse Audet, secrétaire-trésorière, assiste à la réunion.

RÉSOLUTION SÛRETÉ DU QUÉBEC - PAIEMENT EN FONCTION DES EFFECTIFS

281-11-2006

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Isabelle Pruneau
ET RÉSOLU UNANIMEMENT**

D'appuyer le conseil des maires de la MRC des Etchemins dans les démarches entreprises auprès de la Sûreté du Québec concernant le coût de leurs services, de payer en fonction du nombre d'agents réellement en service sur le territoire.
ADOPTÉ

Hector Provençal
Hector Provençal, Maire

Linda Gilbert
Linda Gilbert, Secrétaire-trésorière Adj.

Copie certifiée conforme des minutes

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG

À la session régulière du CONSEIL de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG en la salle des délibérations de la MRC de Memphrémagog, 455, rue MacDonald, Magog, Québec, le 22 novembre 2006 à 19 h, conformément aux dispositions de la *Loi et des règlements*, et à laquelle étaient présents les conseillers suivants :

TOUS PRÉSENTS

formant quorum sous la présidence du préfet M. ROGER NICOLET.
M. GUY JAURON, secrétaire-trésorier, est également présent.

Résolution corrigée - Projet d'entente avec la Sûreté du Québec

Considérant qu'au cours des dernières années, la MRC de Memphrémagog a réitéré avec insistance aux autorités de la Sûreté du Québec que les effectifs de base proposés dans le cadre de l'entente à intervenir entre les parties n'étaient pas acceptables en raison notamment de la géographie particulière du territoire et de l'insuffisance des ressources affectées au parrainage et à la police dite « communautaire »;

Considérant que, récemment, les autorités régionales de la Sûreté du Québec ont signifié qu'elles étaient prêtes à ajouter un policier aux effectifs de base à prévoir dans l'entente pour le territoire de la MRC en reconnaissance des particularités du territoire (géographie, villégiature et tourisme) afin de permettre une amélioration de la présence policière et l'ajout de périodes de patrouille mieux adaptées aux besoins identifiés;

Considérant que, tout en reconnaissant l'effet bénéfique qu'aura sur la présence policière l'ajout d'un policier supplémentaire aux effectifs de base, la MRC doute que cela soit suffisant pour répondre aux besoins identifiés en matière de parrainage et de police communautaire;

Considérant que les autorités de la Sûreté du Québec ont maintes fois répété que le principe de « police à la carte » peut être envisagé pour répondre aux besoins spécifiques d'une région, que la *Loi sur la police* le permet (par l'article 51 notamment) et que le plus récent projet d'entente relative à la fourniture de services déposé à la MRC (octobre 2004) le prévoit (article 4.3), il est possible à la MRC de disposer de ressources supplémentaires au service de base par la signature d'une entente complémentaire;

Considérant que les municipalités de la MRC de Memphrémagog desservies par la Sûreté du Québec souhaitent se prévaloir de cette possibilité afin d'améliorer les activités de parrainage et la présence policière dans le milieu par une implication accrue dans la communauté sans soustraire des effectifs policiers aux activités de patrouille déjà diluées en raison de la présence du lac Memphrémagog (qui scinde le territoire desservi par la SQ en deux parties) et du territoire desservi par la Régie de police de Memphrémagog (qui occupe la partie centrale de la MRC);

**IL EST PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER STEPHAN DORÉ
APPUYÉ PAR LA CONSEILLÈRE JOAN WESTLAND-EBY
ET RÉSOLU**

- ▶ De signifier au ministre de la Sécurité publique et aux autorités de la Sûreté du Québec que la MRC de Memphrémagog est disposée à considérer la signature de l'entente sur les services de base dans le cadre des paramètres récemment discutés avec les autorités régionales de la SQ comportant notamment un minimum de 20 policiers;
- ▶ De signifier aux autorités de la Sûreté du Québec que la MRC désire entreprendre dès maintenant les discussions relatives à la définition d'une entente complémentaire à l'entente sur les services de base, destinées à permettre aux municipalités desservies de disposer d'un policier supplémentaire affecté principalement aux volets « parrainage et police communautaire » et de demander aux autorités de la SQ un engagement écrit à amorcer les discussions à très court terme à ce chapitre;
- ▶ Que copie de la présente soit transmise au ministre de la Sécurité publique, M. Jacques P. Dupuis, et à MM. Normand Proulx, directeur général de la Sûreté du Québec, Donald Gingras, commandant du poste Estrie, et Jean Bourgeois, lieutenant responsable du poste Memphrémagog, ainsi qu'aux municipalités de la MRC desservies par la Sûreté du Québec.

Le conseiller Michael Sudlow demande le vote.

Le résultat du vote est : 16 pour et 1 contre, représentant la double majorité.

ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Ce 11 décembre 2006


Guy Jauron
Secrétaire-trésorier



Copie de RÉSOLUTION du 22 novembre 2006

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG

À la session régulière du CONSEIL de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG en la salle des délibérations de la MRC de Memphrémagog, 455, rue MacDonald, Magog, Québec, le 22 novembre 2006 à 19 h, conformément aux dispositions de la *Loi et des règlements*, et à laquelle étaient présents les conseillers suivants :

TOUS PRÉSENTS

formant quorum sous la présidence du préfet M. ROGER NICOLET.
M. GUY JAURON, secrétaire-trésorier, est également présent.

Projet d'entente avec la Sûreté du Québec

Considérant qu'au cours des dernières années, la MRC de Memphrémagog a réitéré avec insistance aux autorités de la Sûreté du Québec que les effectifs de base proposés dans le cadre de l'entente à intervenir entre les parties n'étaient pas acceptables en raison notamment de la géographie particulière du territoire et de l'insuffisance des ressources affectées au parrainage et à la police dite « communautaire »;

Considérant que, récemment, les autorités régionales de la Sûreté du Québec ont signifié qu'elles étaient prêtes à ajouter un policier aux effectifs de base à prévoir dans l'entente pour le territoire de la MRC en reconnaissance des particularités du territoire (géographie, villégiature et tourisme) afin de permettre une amélioration de la présence policière et l'ajout de périodes de patrouille mieux adaptées aux besoins identifiés;

Considérant que, tout en reconnaissant l'effet bénéfique qu'aura sur la présence policière l'ajout d'un policier supplémentaire aux effectifs de base, la MRC doute que cela soit suffisant pour répondre aux besoins identifiés en matière de parrainage et de police communautaire;

Considérant que les autorités de la Sûreté du Québec ont maintes fois répété que le principe de « police à la carte » peut être envisagé pour répondre aux besoins spécifiques d'une région, que la *Loi sur la police* le permet (par l'article 51 notamment) et que le plus récent projet d'entente relative à la fourniture de services déposé à la MRC (octobre 2004) le prévoit (article 4.3), il est possible à la MRC de disposer de ressources supplémentaires au service de base par la signature d'une entente complémentaire;

Considérant que les municipalités de la MRC de Memphrémagog desservies par la Sûreté du Québec souhaitent se prévaloir de cette possibilité afin d'améliorer les activités de parrainage et la présence policière dans le milieu par une implication accrue dans la communauté sans soustraire des effectifs policiers aux activités de patrouille déjà diluées en raison de la présence du lac Memphrémagog (qui scinde le territoire desservi par la SQ en deux parties) et du territoire desservi par la Régie de police de Memphrémagog (qui occupe la partie centrale de la MRC);

IL EST PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER STEPHAN DORÉ APPUYÉ PAR LA CONSEILLÈRE JOAN WESTLAND-EBY ET RÉSOLU

- De signifier au ministre de la Sécurité publique et aux autorités de la Sûreté du Québec que la MRC de Memphrémagog est disposée à considérer la signature de l'entente sur les services de base dans le cadre des paramètres récemment discutés avec les autorités régionales de la SQ comportant notamment un minimum de 20 policiers;
- De signifier aux autorités de la Sûreté du Québec que la MRC désire entreprendre dès maintenant les discussions relatives à la définition d'une entente complémentaire à l'entente sur les services de base, destinées à permettre aux municipalités desservies de disposer d'un policier supplémentaire affecté principalement aux volets « parrainage et police communautaire » et de demander aux autorités de la SQ un engagement écrit à amorcer les discussions à très court terme à ce chapitre;
- Que copie de la présente soit transmise au ministre de la Sécurité publique, M. Jacques P. Dupuis, et à MM. Normand Proulx, directeur général de la Sûreté du Québec, Donald Gingras, commandant du poste Estrie, et Jean Bourgeois, lieutenant responsable du poste Memphrémagog, ainsi qu'aux municipalités de la MRC desservies par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Ce 24 novembre 2006

Guy Jauron
Secrétaire-trésorier

455, rue MacDonald, bureau 200, Magog (Québec) J1X 1M2
Téléphone : 819-843-9292 – Télécopieur : 819-843-7295 – Courriel : info@mrcmemphremagog.com

Copie de RÉSOLUTION du 20 décembre 2006

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG

À la session régulière du CONSEIL de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG en la salle des délibérations de la MRC de Memphrémagog, 455, rue MacDonald, Magog, Québec, le 20 décembre 2006 à 19 h 00, conformément aux dispositions de la Loi et des règlements, et à laquelle étaient présents les conseillers suivants :

TOUS PRÉSENTS, sauf Stephan Doré, North Hatley
Yves Mailhot, St-Étienne-de-Bolton

formant quorum sous la présidence du préfet M. ROGER NICOLET.

M. GUY JAURON, secrétaire-trésorier, est également présent.

Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec /
Autorisation à signer

Considérant qu'en vertu de l'article 70 de la Loi sur la police, le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police et qu'en vertu de l'article 72 de la même Loi, une municipalité locale de moins de 50 000 habitants ne faisant ni partie d'une communauté métropolitaine ni d'une région métropolitaine de recensement, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;

Considérant qu'après discussion, les autorités régionales de la Sûreté du Québec et la MRC de Memphrémagog se sont entendues sur les paramètres d'une nouvelle entente de fourniture de services qui tient compte davantage des particularités du territoire de la MRC de Memphrémagog;

Considérant que les municipalités sont d'avis qu'il est pertinent de signer avec la Sûreté du Québec le projet d'entente de services tel que soumis après en avoir pris connaissance;

IL EST PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER PIERRE A. LEVAC
APPUYÉ PAR LE CONSEILLER RAYMOND YATES
ET RÉSOLU

388-06

- ▶ Que le préambule fasse partie de la résolution;
- ▶ D'autoriser le préfet de la MRC de Memphrémagog et le directeur général et secrétaire-trésorier à signer l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Memphrémagog;
- ▶ Que ladite entente fasse partie intégrante de la présente résolution.

Le conseiller Pierre Larocque demande le vote.

Le résultat du vote est : 16 pour et 1 contre, représentant la double majorité.

ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Ce 15 janvier 2007



Guy Jauron
Secrétaire-trésorier

PROCÈS-VERBAL OU COPIE DE RÉSOLUTION

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTE DU GRANIT

Mercredi le 17 janvier 2007, se tient à 19 h 30, à l'Hôtel de Ville de la municipalité de Frontenac, la séance du conseil de la Municipalité Régionale de Comté du Granit. Monsieur Maurice Bernier, préfet et les maires ci-dessous énumérés participent à la rencontre :

André Grenier
Marielle Fecteau
Jacques Lalonde
Jean-Louis Gobeil
Maurice Guay
Jean-Luc Fillion
Guy Cloutier

Mario Quirion
Colette Roy Laroche
Claude Turcotte
Marc Beaulé
Félix Destrijker
Marcel Proteau
Sonia Cloutier

Jean-Denis Cloutier
Raymonde Lapointe
Ginette Dupuis
Steve Charrier
Michel Poulin
Pierre-André Gagné

Monsieur le préfet, Maurice Bernier préside la séance. À titre de secrétaire-trésorier de la M.R.C., j'agis comme secrétaire.

2007-03

ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DU GRANIT

ATTENDU QU'en vertu de l'article 70 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police;

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens.

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 72 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une municipalité locale, qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les 20 municipalités de la M.R.C du Granit;

ATTENDU QUE le conseil des maires de la MRC du Granit a pris connaissance du PLAN D'ORGANISATION DES RESSOURCES POLICIÈRES pour notre territoire et le projet d'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA M.R.C;

Il est proposé, appuyé et résolu :

QUE le conseil des maires de la M.R.C. du Granit accepte l'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA M.R.C et le PLAN D'ORGANISATION DES RESSOURCES POLICIÈRES qui l'accompagne;


2007-03 (suite)

**ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR LA
SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DU GRANIT**

QUE le conseil mandate messieurs Maurice Bernier, Préfet et Serge Bilodeau, Directeur Général et Secrétaire-Trésorier de la M.R.C. pour signer cette entente au nom de la MRC du Granit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CONFORME CERTIFIÉE
CE 12 février 2007
Minute : 2007-03


SERGE BILODEAU
secrétaire-trésorier et
directeur général

page 2 de 2



Hôtel de région
161, rue de la Gare, bur. 200
Saint-Jérôme (Québec)
J7Z 2B9

Prévost

Extrait du procès-verbal de la trois cent quatre-vingt-troisième session
du Conseil municipal,
de la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord
tenue le 17 janvier 2007
Résolution 6108-07

Saint-Colomban

**RÉSOLUTION MANDATANT LES MEMBRES APPELÉS À
SIÉGER SUR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ PUBLIQUE
EN VERTU DE LA LOI SUR LA POLICE
(ENTENTE MRC ET MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ET LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)**

Saint-Hippolyte

Proposé par M. le maire Marc Gascon
Appuyé par M. le maire Gilles Rousseau

Saint-Jérôme

et résolu unanimement de nommer Messieurs Yvon Brière, Claude Charbonneau,
Jean-Pierre Joubert et Normand Aubin comme membres du conseil de la sécurité
publique en vertu de la loi sur la police (desserte policière par la Sûreté du Québec
MRC de La Rivière-du-Nord).

Sainte-Sophie

ADOPTÉE

COPIE CONFORME
(sujette à ratification par le Conseil)
certifiée ce 18 janvier 2007


Pierre Godin, directeur général et secrétaire-trésorier



Hôtel de région
161, rue de la Gare, b.m. 200
Saint-Jérôme (Québec)
J7Z 2R9

Prévost

Extrait du procès-verbal de la trois cent quatre-vingt-troisième session
du Conseil municipal,
de la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord
tenue le 17 janvier 2007
Résolution 6109-07

Saint-Colomban

**AUTORISATION DE SIGNATURE -
ENTENTE AVEC LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

Saint-Hippolyte

Proposé par M. le maire Yvon Brière
Appuyé par M. le maire Claude Charbonneau

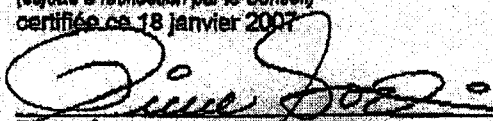
et résolu unanimement d'autoriser le préfet et le directeur général et secrétaire-trésorier ou en son absence, la directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe à signer la version finale de l'entente approuvée par le comité de sécurité publique de la MRC de La Rivière-du-Nord avec la Sûreté du Québec.

Saint-Jérôme

ADOPTÉE

Sainte-Sophie

COPIE CONFORME
(sujette à ratification par le Conseil)
certifiée ce 18 janvier 2007


Pierre Godin, directeur général et secrétaire-trésorier



Municipalité des Îles-de-la-Madeleine

Direction du greffe

EXTRAIT du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine tenue le 13 février 2007, à la mairie.

Autorisation de signature – Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire des municipalités

CONSIDÉRANT QU'

en vertu de l'article 70 de la Loi sur la police, le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police ;

CONSIDÉRANT QUE

cette Loi stipule également que toute municipalité locale de moins de 50 000 habitants ne faisant pas partie d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine, doit être desservie par la Sûreté du Québec à moins qu'elle ait décidé d'être desservie par un corps de police municipal ;

CONSIDÉRANT QU'

une entente entre le ministre de la Sécurité publique, la Sûreté du Québec, la Municipalité de Grosse-Île et la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine est requise pour prévoir les modalités concernant la fourniture de services de police sur le territoire ;

EN CONSÉQUENCE,

sur une proposition de Jonathan Lapierre,
appuyée par Rosaire Arsenault,
il est résolu à l'unanimité

d'autoriser le maire de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine, Joël Arsenault, et le directeur général, Hubert Poirier, à procéder à la signature de l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire des municipalités pour une durée de dix ans.

VRAIE COPIE CERTIFIÉE
Aux Îles-de-la-Madeleine
Ce 20 février 2007

Jean-Yves Labreux, greffier



97

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL DES MAIRES
DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE NICOLET-YAMASKA
TENUE LE 15 FÉVRIER 2007 À NICOLET**

Séance régulière du Conseil municipal de la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska tenue le quinzième jour du mois de février deux mille sept à dix-neuf heures trente (19h30), à l'endroit ordinaire des sessions, à laquelle sont présents son honneur le préfet, M. Raymond BILODEAU, maire de Saint-Wenceslas, et les maires régionaux suivants:
M. Claude BIRON, maire de Baie-du-Febvre; M. Julien BOUDREAULT, maire de Grand-Saint-Esprit; M. Claude CHAMPOUX, conseiller de Saint-Wenceslas; M. Gérard CÔTÉ, maire de Saint-Elphège; M^{me} Georgette CRITCHLEY, mairesse de Saint-François-du-Lac; M. André DESCÔTEAUX, maire de Pierreville; M. Alain DROUIN, maire de Nicolet; M. Pierre GAUDET, maire d'Aston-Jonction; M. Denis JUTRAS, maire de Sainte-Monique; M. Paul-Émile JUTRAS, représentant de La Visitation-de-Yamaska; M. Raymond LEMAIRE, maire de Saint-Zéphirin-de-Courval; M. Maurice MORIN, maire de Saint-Célestin Paroisse; M. Raymond NOËL, maire de Saint-Célestin Village; M. Laval SIMARD, maire de Saint-Léonard-d'Aston et préfet suppléant; M. Jacques TASSÉ, maire de Sainte-Eulalie et M^{me} Line THÉROUX, mairesse de Sainte-Perpétue.
Le tout conformément à l'article 210.27 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. 0-9).
M. Donald Martel, directeur général et secrétaire-trésorier est présent et agit à titre de secrétaire d'assemblée.
M. Jean-François Albert, aménagiste est aussi présent.
Absent :

2007-02-48

**PROTOCOLE D'ENTENTE RELATIF À LA FOURNITURE DE SERVICES DE POLICE PAR
LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DE NICOLET-YAMASKA :
AUTORISATION DE SIGNATURES**

CONSIDÉRANT l'article 73.1 de la Loi de police qui permet au ministre de la Sécurité publique et à une municipalité régionale de comté de conclure une entente par laquelle sera assuré par la Sûreté du Québec tout ou partie des services de police sur les territoires des municipalités locales faisant partie de la MRC ou sur tout territoire relevant de la compétence de ces municipalités locales;

CONSIDÉRANT que le Comité de sécurité publique recommande au Conseil de la MRC de Nicolet-Yamaska d'entériner l'entente entre la MRC représentant les municipalités suivantes :

Aston-Jonction, Baie-du-Febvre, Grand-Saint-Esprit, La Visitation-de-Yamaska, Nicolet, Pierreville, Saint-Célestin Paroisse, Saint-Célestin Village, Saint-Elphège, Sainte-Eulalie, Saint-François-du-Lac, Saint-Léonard-d'Aston, Sainte-Monique, Sainte-Perpétue, Saint-Wenceslas et Saint-Zéphirin-de-Courval,

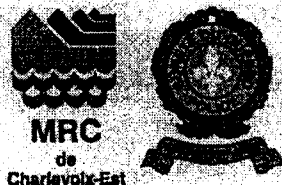
et le ministre de la Sécurité publique en vertu de l'article 73.2 de la Loi de police;

Il est proposé par monsieur Julien Boudreault, maire de Grand Saint-Esprit et appuyé par monsieur Laval Simard, maire de Saint-Léonard-d'Aston et unanimement résolu par ce Conseil :

- ▶ d'autoriser la conclusion d'une entente avec le ministre de la Sécurité publique par laquelle tout ou partie des services de police sur le territoire des municipalités mentionnées au 2e considérant ou sur tout territoire relevant de la compétence de celles-ci sera assurée par la Sûreté du Québec, selon le texte d'entente produit en annexe à la présente résolution.
- ▶ d'autoriser le directeur général et le préfet à signer l'entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Nicolet-Yamaska pour la période de 2007-2017.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ
Extrait certifié copie conforme
ce 20 février 2007


DONALD MARTEL
Secrétaire-trésorier de la
MRC DE NICOLET-YAMASKA



EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL OU COPIE DE RÉSOLUTION
COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DE CHARLEVOIX-EST

À une réunion du Comité de sécurité publique de la MRC de Charlevoix-Est tenue le 20 février 2007 et à laquelle étaient présents:

M. Albert Boulianne, maire de Baie-Sainte-Catherine
M. Bernard Maltais, maire de Saint-Aimé-des-Lacs
M. Ferdinand Charest, conseiller, Ville de La Malbaie
M. Jules Dufour, conseiller, Ville de La Malbaie
Mme Noëlla Dufour, conseillère, Ville de Clermont
Lieutenant Paul Robitaille, Sûreté du Québec
Sergent Éric Grenier, Sûreté du Québec

sous la présidence de M. Jean-Claude Simard, maire de Notre-Dame-des-Monts et en présence de Mme Caroline Dion, directrice générale adjointe et directrice de la sécurité publique, du greffe et du développement régional de la MRC de Charlevoix-Est, agissant ici à titre de secrétaire du Comité, il a été résolu unanimement ce qui suit :

Résolution numéro 07-02-03

**ACCEPTATION DU PLAN D'ORGANISATION DES RESSOURCES POLICIÈRES
(POP) ET RECOMMANDATION FAVORABLE AU CONSEIL DES MAIRES POUR LE
RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DES SERVICES
DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE
DE LA MRC DE CHARLEVOIX-EST**

CONSIDÉRANT le plan d'organisation des ressources policières (POP) déposé par la Sûreté du Québec (SQ) aux membres du Comité de sécurité publique (CSP) en 2004 ;

CONSIDÉRANT les modifications demandées par le CSP suite au dépôt de ce POP ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées touchaient essentiellement quatre éléments du POP répartis dans les parties 2 et 3, à savoir la *structure organisationnelle* (partie 3, section 7, « répartition des effectifs policiers » : rehaussement du nombre de policiers et partie 3, section 8, « affectation normale de l'effectif policier » : rehaussement du personnel en devoir, rehaussement du nombre de véhicules), et l'*organisation des ressources en fonction des besoins* (partie 2, section 4, « ressources matérielles » : ajout d'un véhicule de type 4 x 4 et partie 2, section 7, « règlements municipaux » : application de certains règlements dont l'arrosage) ;

CONSIDÉRANT les pourparlers qui ont suivi entre les membres du CSP et le commandant Jacques Ayotte et l'inspecteur Pierre Toulouse de la SQ lors des rencontres du Comité les 13 mai et 14 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT les réponses négatives de la SQ aux quatre demandes du CSP ;

CONSIDÉRANT la résolution numéro 05-02-03 du CSP par laquelle il ne recommande pas au Conseil des maires d'adopter le POP ;

CONSIDÉRANT la version actualisée du POP déposée par le lieutenant Robitaille au CSP du 20 juin 2006 ;

CONSIDÉRANT la rencontre avec l'inspecteur Pierre Toulouse lors du CSP du 21 septembre 2006 et l'ouverture de la SQ relativement au rehaussement du personnel en devoir et du nombre de véhicules ;

CONSIDÉRANT l'appel à tous lancé sur le site de l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec par la secrétaire du CSP pour sonder les autres MRC par rapport aux POP négociés et aux ententes avec la SQ que certaines ont renouvelé et l'analyse de ces ententes qui s'en est suivie ;

CONSIDÉRANT QUE cette analyse a permis de constater que le POP négocié entre la SQ et la MRC de Charlevoix-Est était satisfaisant en comparaison aux POP d'autres MRC ;

CONSIDÉRANT QUE, bien que cela ne fasse pas partie du POP, la SQ consent à fournir au poste de la MRC de Charlevoix-Est un véhicule de type 4 x 4, répondant ainsi à une des demandes du CSP ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Albert Boulianne, appuyé par M. Ferdinand Charest et résolu unanimement, que le Comité de sécurité publique de la MRC de Charlevoix-Est accepte le plan d'organisation des ressources policières tel que négocié entre la Sûreté du Québec et la MRC et qui inclut les gains suivants :

- rehaussement du personnel en devoir et du nombre de véhicules dans la partie 3, section 8 du POP, de la façon suivante :

	RELÈVES	HEURES DE TRAVAIL	PERSONNEL EN DEVOIR	NOMBRE DE VÉHICULES
*PATROUILLE-GENDARMERIE	<i>Jour</i>	07h00 à 16h00	2à4	2à4
	<i>Soir</i>	15h00 à 19h00	2à4	2à4
	<i>Soir</i>	19h00 à 24h00	2à4	1à2
	<i>Nuit</i>	23h00 à 08h00	2à4	1à2
** Note: Le nombre d'effectifs en devoir inclut le superviseur (sergent) de relève.				
PÉRIODE ESTIVALE - DU 15 JUIN AU 15 SEPTEMBRE				
DU JEUDI 19H00 AU DIMANCHE 04H00	RELÈVES	HEURES DE TRAVAIL	PERSONNEL EN DEVOIR	NOMBRE DE VÉHICULES
	<i>Jour</i>	07h00 à 16h00	2à4	2à4
	<i>Soir</i>	15h00 à 19h00	2à4	2à4
	<i>Soir</i>	19h00 à 24h00	4à6	2à3
	<i>Nuit</i>	23h00 à 04h00	4à6	2à3
	<i>Nuit</i>	04h00 à 07h00	2à4	1à2

Il est également résolu que le Comité de sécurité publique recommande au Conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est de signer avec la Sûreté du Québec, pour une durée de 10 ans, une nouvelle *Entente relative à la fourniture des services de police sur le territoire de la MRC de Charlevoix-Est*, dont fait partie le plan d'organisation des ressources policières.

(SIGNÉ) Jean-Claude Simard, président

(CONTRE-SIGNÉ) Caroline Dion, secrétaire

COPIE CONFORME

Caroline Dion
Secrétaire du Comité de sécurité publique

c.c. M. Pierre Asselin, préfet, MRC de Charlevoix-Est

04/16/2007 16:22 6236575

ADJOINT COMMANDANT

PAGE 03

04/12/2007 13:54 40-255

PAGE 03/04

PROCÈS-VERBAL ou copie de RÉSOLUTION du 27 MARS 2007**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE CHARLEVOIX-EST**

Session régulière du mois de mars 2007, tenue le 27 mars 2007 à 19h30 à la MRC de Charlevoix-Est au 172, boulevard Notre-Dame à Clermont :

Étaient présents :

M. Pierre Boudreault, maire de Saint-Irénée
 M. Albert Boulianne, maire de Baie-Sainte-Catherine
 M. Vincent Dufour, conseiller et représentant de Saint-Siméon
 M. Jean-Pierre Gagnon, maire de Clermont
 M. Bernard Maltais, maire de Saint-Aimé-des-Lacs
 M. Jean-Claude Simard, maire de Notre-Dame-des-Monts
 M. Jean-Luc Simard, maire de La Malbaie

sous la présidence du préfet, M. Pierre Asselin et en présence de M. Pierre Girard, directeur général, de Mme Caroline Dion, directrice générale adjointe et directrice du département de sécurité publique, du greffe et du développement régional, de Mme France Laviole, directrice du département d'aménagement du territoire et de M. Michel Boulianne, directeur de la gestion des matières résiduelles et des bâtiments

RÉSOLUTION #07-03-18**ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE DES SERVICES DE POLICE PAR LA
SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DE LA MRC DE CHARLEVOIX-
EST**

CONSIDÉRANT le projet d'Entente relative à la fourniture des services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Charlevoix-Est dont chaque membre du Conseil a obtenu copie préalablement à la présente séance pour lecture et étude;

CONSIDÉRANT que cette entente, d'une durée de 10 ans, a pour objet l'organisation, la fourniture et l'administration des services de police sur le territoire de la MRC par la Sûreté du Québec et qu'elle précise, entre autres, le territoire desservi, la nature et l'étendue des services de police, les modalités relatives à la prestation et à l'évaluation des services policiers, le nombre de policiers, les rôles

04/16/2007 16:22 6236575

ADJOINT COMMANDANT

PAGE 04

04/12/2007 13:54 40-265

PAGE 04/04

et responsabilités de la Sûreté du Québec, de la MRC et du Comité de sécurité publique;

CONSIDÉRANT QUE, préalablement à l'acceptation de cette entente, le Comité de sécurité publique (CSP) de la MRC devait procéder à l'adoption du Plan d'organisation des ressources policières sur le territoire de la MRC puisque c'est à l'intérieur de celui-ci qu'on retrouve, entre autres, l'organisation des ressources, tant matérielles qu'humaines, en fonction des besoins;

CONSIDÉRANT QUE le CSP, après une période de négociation avec la Sûreté du Québec, en est venu à adopter le POP et en faire une recommandation favorable au Conseil des maires (résolution #07-02-03) afin que ce dernier puisse accepter et signer une nouvelle entente avec la Sûreté du Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Bernard Maltais et résolu unanimement, d'accepter l'Entente relative à la fourniture des services de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la MRC de Charlevoix-Est.

Il est également résolu de déléguer Messieurs Pierre Asselin et Pierre Girard, respectivement préfet et directeur général de la MRC de Charlevoix-Est, à signer ladite entente pour et au nom de la MRC.


(SIGNÉ)

PIERRE ASSELIN, PRÉFET

(CONTRESIGNÉ)

PIERRE GIRARD, DIRECTEUR GÉNÉRAL

COPIE CONFORME


Pierre Girard,
Directeur général
Secrétaire-trésorier

c.c. Inspecteur Jacques Ayotte, Sûreté du Québec, commandant, district de la Capitale-Nationale - Chaudières-Appalaches
Lieutenant Paul Robitaille, Sûreté du Québec, directeur du poste de la MRC de Charlevoix-Est